LES CAHIERS 12

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | MARS 2024

L'AUTONOMIE DE CLASSE EST UN COMBAT !

ÉDITO **NÉCESSAIRE, POSSIBLE, MAIS PAS AUTOMATIQUE…**

L'AUTONOMIE DE CLASSE EST UN COMBAT !

PHTO.CLEM

Il y a eu au moins un développement du mouvement depuis l'an dernier et la bataille contre la réforme des retraites : des assemblées de grévistes et l'auto-organisation se développent en de multiples points. Alors que des directions syndicales pouvaient penser qu'il ne fallait pas élargir le champ de la lutte au-delà de la question des retraites en 2023, de nombreuses mobilisations actuelles montrent que la conscience de classe n'est pas figée.

Le 8 mars a été une journée bien plus forte politiquement cette année. À Rennes, il y a cette faim de politique qu'on ne voyait pas tant s'exprimer le 8 mars 2023, au cœur de la mobilisation contre la réforme des retraites. Cette année, nous avons vu beaucoup plus de cortèges auto-organisés, de slogans, de banderoles… qui portaient des revendications économiques, mais aussi plus largement pour une autre société. *« Patriarcat au feu et les patrons au milieu »* est devenu l'hymne du mouvement féministe à Rennes.

Par en-bas, ça grouille ! Rien n'est mécanique. L'auto-organisation peut se comprendre comme le fait de ne pas dépendre de subventions, de ne pas attendre d'ordre, de discuter à l'échelle la plus petite qui soit de nos mots d'ordres, de nos actions. Car la tentation nous guette de déléguer à d'autres nos affaires, de vouloir « faire pression » par l'intermédiaires d'élu·es en se focalisant sur les élections, en pensant que d'autres savent mieux que nous, ou qu'il n'y a pas de lien entre le racisme, l'exploitation capitaliste et le manque de moyens dans les écoles du 93.

L'autonomie de classe est nécessaire : à propos de grève féministe et antiraciste

Trois mois après la réaction au vote de la loi Darmanin-Ciotti-Le Pen, quelques jours après un nouvel homicide commis par la BAC sur Wanys R., un jeune homme arabe qui aurait 19 ans aujourd'hui, quelques mois après l'interdiction des abayas et des qamis, au moment où on interdit en France à des footballeurs le jeûne pendant le Ramadan et où les fascistes sont crédités du plus haut score aux élections européennes dans les sondages… Que faire pour être à la hauteur ?

Ce 23 mars 2024, il y a eu moins de manifestations et elles étaient moins fournies qu'en mars 2023. L'année dernière avait vu le mot d'ordre de grève antiraciste évoqué à différents moments (par exemple suite au meurtre de Nahel) et même concrétisé par les travailleurs sans-papiers d'un chantier des JO et de boîtes d'intérim. Des manifestations suite au vote de la loi Darmanin avaient porté un espoir en termes de nombre de réactions et de villes mobilisées. Les syndicats et les grosses organisations avaient beau appeler à une mobilisation d'ampleur, et même la CGT à la désobéissance civile, la construction de ce mouvement voulu large et fort contre le racisme n'a pas eu lieu, alors que les actes antisémites et islamophobes augmentent, alors que le sionisme déploie son potentiel génocidaire en Palestine et contribue au pourrissement raciste ici.

L'autonomie de classe est possible : chaque embryon de lutte est un début d'organisation qualitative

Lutte féministe et lutte antiraciste n'en sont pas au même point, et leurs enjeux ne sont pas compris de la même manière. L'unité de notre classe contre les inégalités de genre commence à convaincre. L'unité face au racisme, facteur majeur de division en son sein, n'en est pas là.

Cependant, un groupe convaincu, aussi faible qu'il soit numériquement, peut convaincre à son échelle tout en testant ses arguments dans le mouvement. On ne doit pas être effrayé de commencer par « tout petit », faire des tests, affiner nos positions, se laisser convaincre… La (re)construction militante de la date du 8 mars sous l'angle de la grève féministe a pris du temps localement. On peut espérer que cette grève permette de rendre d'autant plus accessible la grève antiraciste. C'est possible car la conscience de classe évolue.

Les obstacles qui se posent au mouvement deviennent des défis et des promesses de progrès si on prend le temps de les affronter. La terre est nourrie des expériences vécues. Les mouvements passés forment un terreau sur lequel poussent nos luttes et notre pouvoir, à l'image des AG de centaines de grévistes dans l'éducation en Île-de-France, qui organisent leur mouvement.

Les obstacles qui se posent au mouvement deviennent des défis et des promesses de progrès si on prend le temps de les affronter

L'autonomie de classe passera par le mouvement, au sein des laboratoires de lutte

Il faut être dans le mouvement pour élargir notre camp, confronter les stratégies, répondre aux obstacles qui nous sont posés. Réseaux de parents et assemblée de profs grévistes contre la politique du choc des savoirs dans le 93 ; réseaux d'habitant·es antifascistes à Fougères ou au Pré-Saint-Gervais ; collectifs de mineurs sans-papiers qui s'entourent de syndicalistes, de soignant·es, ou de profs. L'échelle relativement réduite de ces cadres permet de se connaître, se reconnaître, se faire confiance, agir et élargir. Ce qu'on nomme le mouvement, c'est l'endroit où notre classe se forge, se confronte au réel. Les inter-organisations ne suffisent donc pas, les réseaux par en-haut non plus.

Dans le mouvement, notre intervention est portée par ce qu'on peut appeler la générosité révolutionnaire : transmettre, être à l'écoute, apporter des éléments de réponses issus des luttes passées et de l'analyse du présent, aller au plus profond des arguments sans faire fuir les nouveaux·elles venue·s, laisser du vide pour permettre à de nombreuses personnes de s'emparer de la lutte.

Un mouvement à la base est généralement difficile à suivre quand il vit pleinement. Pour tenir sur le temps long, il nous faut de la conviction, une compréhension générale de la situation, et savoir où on va (ou du moins, où on veut aller). Quand on s'organise à A2C — ou ailleurs, on doit faire l'effort de la transparence la plus aboutie en expliquant où avons-nous l'impression d'aller. Ce qui nous fait tenir peut en aider d'autres.

Dans la mobilisation qui a lieu dans le 93 et à Paris, au-delà du manque de moyens alloués à l'éducation, des camarades portent une critique de l'école, notamment antiraciste et antivalidiste. C'est une tâche qu'iels se donnent du fait de la compréhension de la situation dans les établissements scolaires : le manque d'AESH ou les menaces d'expulsions de familles sans papier ne sont pas séparés de la rénovation des écoles ou de la mise en place des groupes de niveaux. Dans le même sens, porter la revendication de l'abrogation de la loi de 2004 interdisant le port du foulard à l'école nécessite de comprendre pourquoi la lutte contre l'islamophobie en France est cruciale.

L'autonomie de classe n'est pas automatique

Poser ces débats partout où nous sommes, c'est gagner du temps et du terrain pour la lutte antifasciste. Il y a un combat à mener dans notre classe pour que ces idées se concrétisent par des actions. Les prises de position antiracistes ne suffisent plus. Elles n'ont jamais suffi d'ailleurs. Il faut se compter, prendre en main nos cadres de lutte pour les renforcer.

Si on pense l'urgence de l'antifascisme et de l'antiracisme en lien avec l'utilité des frontières et de l'impérialisme pour le capital, alors il est nécessaire de se regrouper. S'organiser politiquement permet d'avoir une cohérence. On ne peut avoir la prétention de conserver la patate si l'on ne prend pas le temps de discuter des liens entre nos fronts et de ce qui fait obstacle à leur unité.

Aussi souhaitable soit l'autonomie de notre classe, elle n'est pas automatique. D'où l'idée qu'elle constitue un combat, une attention quotidienne à résister à l'idéologie dominante. Celle qui peut jusque dans nos rangs nous faire croire que nous aurions un intérêt à ne pas trop lier les problèmes entre eux et à prendre des raccourcis pour gagner. Au contraire, il n'y a pas de raccourci possible : tout le monde doit et devra mouiller le maillot, renforcer sa confiance à agir, relever la tête, et proposer à sa voisine ou son voisin de se serrer les coudes pour faire face et prendre de la place. C'est audacieux ? C'est le plus raisonnable.

SOLEN (RENNES)

PHTO.CLEM

PHOTO.CLEM

GRÈVE FÉMINISTE : UN CAP EST FRANCHI ! ET MAINTENANT ?

Le cap a été franchi à plusieurs égards. Déjà en termes de nombre de personnes mobilisées. Conséquence notamment du nombre des appels à la grève féministe par les syndicats et par NousToutes.org pour la première fois. Appels d'autant plus évidents que l'an dernier, les mêmes syndicats avaient appelé à la grève le 8 mars, dans la continuité du 7 contre la réforme des retraites, quand bien même ils restaient timides sur la connotation féministe. Le travail de la Coordination féministe sur la grève féministe depuis 2020, regroupant un maillage de collectifs locaux, d'assemblées féministes, est en train de payer à un niveau que nous n'avions pas encore atteint.

Il y a aussi un cap en termes de grève sur des bases féministes, ce qui l'an dernier n'était pas clairement le cas étant donné le mouvement contre la réforme des retraites prépondérant. Dans l'ensemble des 168 manifestations du vendredi 8 mars, plusieurs étaient en journée, rendant les chiffres de manifestant·es d'autant plus intéressants. Sans avoir de chiffres pour les grévistes effectifs, le fait que leurs horaires ne soient pas nécessairement en fin de journée permet d'affirmer la contradiction entre le travail et la révolte par la grève. Assumer de gréver pour se retrouver, chanter, s'organiser, construire un monde d'émancipation en posant directement l'antagonisme de classe, c'est un cap non négligeable pour la suite.

«Sans nous, le monde s'arrête»

Que ce soit la thématique de la grève féministe ou le slogan *« Sans nous, le monde s'arrête »*, ces mots ont été repris dans de nombreuses villes et par des médias qui n'avaient jamais autant porté d'attention aux revendications féministes. Nous voulons dire que le monde capitaliste s'arrête quand on arrête le travail salarié. Ainsi, reprendre du pouvoir sur nos vies, sur la société passe par récupérer le temps qui nous est volé par l'exploitation. À Rennes, plusieurs témoignages nous ont montré que des salarié·es de différents secteurs se sont mis en grève le 8 mars : d'un centre social, de centres de loisirs, de l'administration de diverses localités, architectes, ingénieurs, interprètes. De son côté, l'université de Rennes 2 a choisi de banaliser les cours du vendredi après-midi pour que les étudiant·es ne soient pas pénalisé·es par leur participation à la manifestation qui était appelée à 15 heures. Autre exemple qui montre que la grève n'a pas été effective, mais que la manifestation a pris du temps sur le travail, un centre de santé a volontairement fermé à l'heure de la manifestation pour laisser ses salarié·es y participer.

Voici quelques témoignages depuis les villes où nous sommes investi·es dans la construction du mouvement féministe et/ou nous avons participé aux mobilisations.

Témoignage de Paris

Ça a été très gros, une énorme manifestation, la CGT annonce 100 000 — en tout cas des dizaines de milliers de personnes présentes. Appel de la CGT et de Sophie Binet a dû avoir une influence. Cortèges

très jeunes. Composés très largement de femmes jeunes. La plus grosse manifestation du 8 mars historiquement. Atteint le niveau de mobilisation de manifestations du 25 novembre des dernières années. Tout le monde a été impressionné par le nombre de manifestant·es. La grève féministe commence à prendre comme grève politique, qui n'est pas d'abord centrée sur les revendications salariales ou liées au travail, mais portée sur une société de libération de l'exploitation, des normes de genre, d'égalité réelle, de mise en commun des tâches de reproductions, notamment des tâches incompressibles que nous ne devrions jamais voir disparaître dans une société communiste : soin, solidarité, éducation, préparation des repas, nettoiement, assistance aux personnes les plus vulnérables…

Témoignage de Rennes :

Notre collectif féministe Nous Toutes 35 a encore élargi ses bases militantes.

Il y avait un cadre de réunions inter-organisations féministes, qui s'est élargi en voyant venir pour la première fois plusieurs entités, et notamment la CGT.

La manifestation était appelée à 15 heures, et des événements étaient prévus en amont et en aval : atelier pancarte / banderole, préparation d'un repas collectif le midi, départs collectifs depuis Rennes sud et Villejean, rassemblement devant la prison des femmes, repas le soir sur la dalle Kennedy, atelier pancartes sur la place d'où partait la manifestation, village féministe avec les syndicats et le planning familial.

La manifestation a vu de nombreux cortèges organisés par eux-mêmes. On a trouvé que les gens venaient beaucoup moins « consommer » la manif, étaient beaucoup moins passifs. Cortège kurde, palestinien, anti-carcéral, de travailleuses du bâtiment, de footeuses et de roller derby avec de nombreux enfants, des cortèges lycéen·nes très nombreux·ses et plus mixtes que le reste de la manifestation, deux groupes de percussions, des chorales, des cortèges syndicaux plus ou moins fournis, une ambiance générale jamais vue. Nous avons construit la manifestation autour de 3 axes : lutte pour la mise en sécurité des femmes victimes de violences conjugales, lutte pour la solidarité antiraciste face au « réarmement démographique » et face à la loi Darmanin, et lutte contre la solidarité des hommes de pouvoir avec les Depardieu et consorts. Des débats très politiques ont encore eu lieu sur la mixité des cortèges, des milliers de tracts ont été distribués, de nombreuses interviews aux médias locaux ont été données, une formation sur la grève des Penn Sardin dont c'est le centenaire cette année a été organisée…

Témoignage de Toulouse :

Pour le 8 mars : inter-organisations féministes composé de syndicats, partis et quelques collectifs. Difficulté de proposition hors du cadre syndicat/parti, pas beaucoup d'espace pour la créativité, pour des événements en auto-gestion. Le Planning familial a très peu participé à l'interorga cette année. Mais nous avons organisé une réunion de préparation pour le 8 mars, avec lecture d'article sur la grève féministe et atelier pancarte. Au Planning on a essayé de porter la question de la grève, mais encore du taf à faire. Un départ collectif du local du Planning a été organisé.

La manif nocturne du 7 mars, très attendue par les jeunes féministes à Toulouse chaque année. Organisée par très peu de personnes qui ont décidé de porter cette date, avec un texte d'appel assez politique qui cite la loi Darmanin, la Palestine et le réarmement démographique proposé par Macron. Interdiction d'aller au centre-ville par la préf. La manif avec départ de la place Saint-Pierre a pris le pont Saint-Pierre jusqu'à Patte-d'Oie. Très bonne ambiance avec La Frappe, un groupe de percussions féministe, et un peu d'animation. On était quelques milliers.

Appel 8 mars : Départ 14 heures métro Capitole (très central). Cortège de tête de l'interorga en mixité choisie, avec camion et animation. Cortège en soutien à la Palestine en mixité. Syndicats, partis, organisations de droits humains étaient présent·es avec leurs cortèges et mots d'ordre. Cortège très jeune autour de la frappe. Énormément de pancartes, mais pas beaucoup d'organisation des cortèges. Ça avait l'air assez spontanée. On était entre 7000 et 9000 personnes. Ambiance très festive comme d'habitude à Toulouse, mais moins de revendications politiques construites que les années précédentes.

Témoignage de Marseille

4 manifestations en une journée, c'est presque comme ça tous les ans.

La manifestation de Marseille 8 Mars est organisée lors de réunions avec des individus et des organisations tels que Asso Solidaires, syndicats enseignants, Riposte Antifasciste, Collages féministes, du Pain et des Roses. Elle n'a pas été un débordement humain tel que dans d'autres villes. La grève féministe a commencé à être portée politiquement, notamment par le biais de la Coordination féministe dont l'appel à la grève féministe a été repris localement.

De leurs côtés, les femmes kurdes font toujours leur propre manif, mais on est invité à y aller, et elles rejoignent aussi nos manifs.

Côté syndicats : avant c'était un rassemblement, cette année c'est devenu une manif. Mais c'est tendax de s'organiser avec eux. L'année dernière il y avait eu du lien qui s'était fait, mais on y est pas encore, et pas assez de force cette année côté Marseille 8 Mars.

Enfin, Osez le féminisme : on a essayé l'année dernière d'aller les rencontrer pour peut-être faire front commun mais ça ne l'a pas fait rapport à leurs positions transphobes notamment.

DANI. (TOULOUSE), MARION (MARSEILLE) ET SOLEN (RENNES)

PHTO.CLEM

RÉCIT D'UNE AGRESSION SEXUELLE, COMMENT CRÉER UNE RESPONSABILISATION COLLECTIVE AUTOUR DU CONSENTEMENT ?

TW : agression sexuelle. *Le témoignage qui va suivre a été porté à la connaissance du groupe de travail d'A2C chargé de la gestion des violences sexistes et sexuelles au sein du collectif.*

Ce témoignage, relatant une agression sexuelle du point de vue de la victime, a été proposé à la lecture, avec l'accord de son autrice, par le groupe de travail VSS lors du dernier week-end national, en vue d'un travail sur la prévention. Un deuxième texte, écrit par une personne ayant participé à la même soirée, était aussi proposé pour comprendre les mécanismes ayant empêché la réaction des présent·es. L'objectif était de réfléchir ensemble à une prise en charge et une responsabilisation collective du consentement. Pour se faire, le groupe de travail avait préparé une série de questions qui nous a été donnée avant la lecture du texte : À partir de quel moment, peut-on parler d'agression sexuelle ? Dans le texte ? Comment être sûr·e que les limites sont franchies, que le consentement n'est pas respecté ? Pour la personne potentiellement agressée ? Pour la personne potentiellement agresseuse ? Pour les éventuel·les témoins ? Qu'est-ce que le consentement pour toi ? Comment s'y prend un agresseur pour arriver à ses fins ? L'agresseur est-il toujours conscient de ce qu'il fait ? Si oui, qu'est-ce qui le montre ? Quels sont les obstacles qui peuvent empêcher de réagir ? Pour la personne qui subit l'agression ? Pour celleux qui pourraient intervenir ?

> *L'objectif était de réfléchir ensemble à une prise en charge et une responsabilisation collectives du consentement*

Ces questions ont été travaillées en petits groupes mixtes, donnant lieu, par la suite, à une restitution collective, à une discussion et à une tentative de propositions concrètes.

Récit d'une rencontre comme beaucoup d'autres

Aujourd'hui, après quelques jours à prendre du recul et à me soigner, je t'écris une lettre pour te raconter cette soirée où l'on s'est rencontré·es. Oui, tu étais avec moi pendant les moments que je vais décrire, mais j'avais si peu d'importance pour toi que je me permets de te raconter tout de même car je suis persuadée que l'on n'a partagé que très peu de choses pendant ces moments où l'on était « ensemble ».

Pour te poser le contexte de mon côté (le tiens je ne le connais pas et il t'appartient), cette soirée était très importante pour moi. Elle coïncidait avec la fin de mes études, j'avais très envie de faire la fête et j'attendais avec impatience ce moment de détente chez mes ami·es. Je sais qu'avec elleux je suis en sécurité et entourée de personnes bienveillantes, de confiance, qui sont là pour passer un bon moment dans le respect de chacun·e.

C'est donc avec l'esprit léger que j'ai discuté, bu et dansé autour du brasero. J'ai tout aimé, la musique, les rencontres, les gens… et surtout la danse. Ça faisait si longtemps que je n'avais pas pu libérer mon corps sur de la musique ! Je n'avais pas envie de m'arrêter. Il se faisait tard et les gens partaient petit à petit, les danseur·euses se faisaient de moins en moins nombreuxes… et tu étais parmi les dernier·es. Tu dansais si bien et tu étais beau. Je me suis rapprochée pour partager ce moment

avec toi. On a dansé tous les deux et c'était bon de retrouver ces sensations de connexion et de liberté. De flirt un peu aussi, je ne vais pas nier que j'ai pris du plaisir à jouer et à danser entre tes bras, à t'échapper puis à te revenir au gré de la musique. Pendant un instant, j'étais sur un nuage de bien-être et de bonheur.

Mais très vite, trop vite, j'ai compris que j'étais « allée trop loin ». Que je n'allais pas pouvoir redescendre de mon nuage sans y laisser quelques plumes. Je lisais dans ton regard, dans tes gestes, dans tes mains que tu avais envie de plus. Tu avais envie de moi, d'une manière ou d'une autre. Et ma liberté s'est effacée. Elle a disparu. Je ne pouvais plus partir, nous étions les deux seul·es à danser désormais. La musique avait été baissée et était juste suffisante pour nous deux. Les autres étaient rentré·es et, ne voulant pas déranger cet instant d'intimité, iels avaient refermé la porte en me glissant qu'iels nous attendaient à l'intérieur.

Je n'ai pas eu le réflexe de capter un regard, de demander de l'aide. J'avais encore l'impression puisque je m'étais fourrée dans cette situation toute seule, que je devais assumer et que je pouvais m'en sortir toute seule. Alors j'ai pris mon mal en patience, en espérant trouver rapidement une porte de sortie pour rejoindre mes ami·es et rentrer chez moi après une bonne soirée.

Et tu continuais à danser, en me tenant contre toi. Je n'avais plus le loisir de m'échapper pour quelques pas comme je le faisais plus tôt. Tu ne me lâchais plus, une main dans mon dos et l'autre qui gérait les musiques sur le téléphone. Ton front collé au mien appelait à un baiser, je détournais la tête faisant semblant de ne pas comprendre. Pourtant les signes étaient de plus en plus clairs, et je ne voyais pas comment mettre fin à ce moment sans te blesser. Après tout c'est moi qui avais entamé cette danse, c'est moi qui avais envoyé des signaux que tu avais interprété comme une invitation. Je n'allais pas, en plus de te décevoir, te blesser en mettant brusquement fin à ce moment. Une voix dans ma tête, celle qui se souvenait de la notion de consentement, me rappelait que je ne te devais rien. Mais d'autres voix, celles intégrées depuis toute petite, celles du jugement et de la culture du viol, me retenaient. Et puis toi aussi tu me retenais. À la fin de chaque musique, ta main se faisait plus ferme dans mon dos tandis que tu choisissais la chanson suivante.

Finalement je me suis résignée, tu avais tellement envie de passer un moment avec moi, ça ne me coûtait pas grand-chose de te l'accorder, si ? Et puis il serait toujours temps de partir quand tu en aurais marre. En plus j'avais plutôt de la chance, tu étais beau, tu dansais bien et tu étais sympa… j'aurais pu plus mal tomber non ? J'ai cédé à tes lèvres et je t'ai embrassé. J'avais la bouche sèche d'avoir beaucoup dansé et beaucoup bu. Ce n'était pas très agréable. Mais tu revenais vers moi et je me laissais faire, répondant même à tes baisers du mieux que je pouvais.

Quand je me suis finalement extraite de tes bras en direction de l'intérieur, tu m'as supplié de passer encore un moment seul·es. On pouvait s'asseoir sur le canapé, à deux on aurait moins froid. J'ai accepté en te prévenant que je ne restais pas longtemps. Tu as voulu t'allonger, j'ai refusé, alors je me suis assise contre toi. Je t'ai prévenu que je ne voulais rien faire de plus que t'embrasser, tu as accueilli cette nouvelle avec résignation mais tu m'as rassurée en me disant que tu savais bien que « Non c'est non ». J'étais heureuse de te l'entendre dire. Tes mains se promenaient sur moi, sur ma taille et mes bras, rien de plus que pendant la danse en soi… Je n'ai rien dit, mais je ne t'ai pas rendu la pareille. Quitte à être là tous les deux, j'ai cherché à discuter, à te connaître. Tes mains se faisaient de plus en plus audacieuses. Je me crispais et riais un peu nerveusement. Je t'ai dit non, pas maintenant. « Alors quand ? » Je ne savais pas, plus tard, à Paris ? On a échangé nos numéros. Mais tu n'en avais pas fini avec moi. J'ai tenté d'affirmer que je rentrais, que j'avais froid. Mais tu m'as retenue en me proposant de nous rapprocher pour avoir plus chaud. Tes mains se promenaient toujours sur moi et je devais régulièrement te rappeler ma limite ultime : pas sous ma jupe. Ca te faisait sourire que je ne cède pas, tu répétais mes mots avec attendrissement.

« Pas ce soir, pas sous ma jupe, non. » Je m'accrochais à ces mots, à cette limite. Je gardais en réserve deux arguments que même moi je savais ne pas pouvoir réfuter : j'avais froid et j'avais mes règles. Une part de mon esprit se raccrochait à la certitude que même si je pouvais céder sur beaucoup de points, ceux-là je ne pouvais pas les ignorer. Tu insistais pour me toucher plus, alors je t'ai proposé de remettre ça à plus tard, un autre jour… Tu me demandais où je dormais, si je ne voulais pas t'inviter. « Juste pour dormir hein ! » J'essayais de te dissuader, de refuser poliment « Oui mais tu es tellement belle tu comprends ». Je devais te rappeler à l'ordre de plus en plus souvent et tes mains prenaient de plus en plus de liberté.

J'essayais de me lever pour aller retrouver les autres, à l'intérieur. « Ils dorment tous » tu me disais, « reste avec moi, il n'y a plus personne là-bas ». Tes mains me rasseyaient sur le canapé, puis sur toi. Tu es passé sous mon tee-shirt, tu as caressé mes seins. Je ne sentais plus rien. C'était comme t'embrasser, ça n'était pas agréable, c'était mécanique et trop sec. Je me souviens m'être réjouie que mon collant ait glissé pendant la soirée. Tes mains me caressaient sous ma jupe maintenant, entre mes jambes, mais heureusement mon collant les maintenait éloignées de mon entrejambe. J'espérais que tu ne te rendes pas compte de la supercherie et que tu te contentes de ça.

Tu as dû percevoir que je n'étais pas réactive à tes caresses car tu m'as demandé de te dire que je te kiffais, que j'étais bien avec toi. Tu m'as expliqué que tu m'aimais car tu ne pouvais pas embrasser quelqu'un si tu ne l'aimais pas. Je répétais à contre cœur ce que tu me demandais. Après tout, si ça pouvait te satisfaire et te contenter… Tu as ensuite voulu que je te caresse à mon tour, pour te montrer que je te kiffais aussi. J'ai fait de mon mieux mais j'étais tétanisée, j'avais froid et sommeil. Je n'entendais plus de bruits dans la maison depuis quelques temps et je commençais à paniquer en me demandant comment j'allais pouvoir rentrer chez moi, à deux pas d'ici, sans que tu me suives. Tu étais de plus en plus insistant pour qu'on dorme ensemble, chez moi ou avec toi, peu importe où. J'ai expliqué que j'étais trop fatiguée pour dormir ailleurs que dans mon lit, que c'était la maison de mes parents et que je ne pouvais pas te ramener. Tu as compris que ça n'était pas possible alors tu

m'as plutôt proposé de rentrer avec toi. C'était à dix minutes, vraiment pas loin.

Je ne sais pas combien de temps a duré ce dialogue de sourds, entre tes mains et mes rappels à l'ordre, tes questions et mes arguments, mes faibles tentatives pour partir et tes bras qui me retenaient sur toi. Je ne me souviens plus comment j'ai fait pour finalement me lever. Je pense que j'avais vraiment froid, que je tremblais et que je commençais à claquer des dents. Ça m'a donné la force de m'extirper du canapé et je suis rentrée dans la maison. Je ne sais pas à quoi je ressemblais, mais je m'imagine chancelante et grelottante. Heureusement deux copines étaient encore en train de discuter, je m'en suis voulu de les interrompre. J'ai du dire quelques mots, comme quoi tout allait bien mais que je voulais rentrer et que je n'étais pas sûre que tu me laisses partir comme ça. Elles m'ont posé quelques questions, j'ai compris qu'elles avaient compris que je venais de passer un mauvais moment. Tu es rentré dans la pièce et je me suis sauvée accompagnée par mes amies qui te parlaient pour détourner ton attention.

Je suis finalement rentrée chez moi, et je n'ai pas beaucoup dormi cette nuit-là.

Le matin j'ai vu que tu m'avais envoyé la localisation du bus qui te ramenait à Paris en partant. Je n'ai pas répondu. J'ai imaginé que peut-être tu voulais que je vienne t'embrasser une dernière fois avant que tu repartes. Ca aurait été très romantique si j'en avais eu envie… mais je n'ai pas répondu.

Puis tu as proposé qu'on s'appelle. Je n'avais pas envie mais les voix dans ma tête m'expliquaient que ça ne serait pas correct de ne pas donner suite après ces moments passés ensemble. Après tout je t'avais laissé m'embrasser, je t'avais donné mon numéro et j'avais même proposé qu'on se revoie. C'était normal que tu cherches à garder le contact. Je t'ai donc appelé et au début j'ai été contente de t'entendre. Tu étais toujours sympa et ta voix était douce. Puis tu m'as demandé quand je revenais à Paris, la semaine prochaine ? Je pourrais aller chez toi, vous faites toujours des fêtes et je pourrais rester dormir. Tu étais triste qu'on n'ait pas pu faire l'amour la veille, mais après tout « Non c'est non » n'est-ce pas ? Tu t'es aussi étonné que mes copines t'aient empêché de me raccompagner chez moi, comme tu aurais voulu le faire. Pas grave, ce sera donc pour la prochaine fois. Ça pouvait aussi être chez moi si besoin, si je préférais.

J'étais comme étourdie par toutes ces propositions et ces mots. J'acquiesçais à tout, estomaquée de me retrouver dans une relation de couple en à peine 24h et quelques bisous échangés à contre cœur. Comme je ne disais rien, tu me demandais de relancer la conversation, de te poser des questions… Mais je ne trouvais rien à dire. Une part de moi était en train de se résigner à être en couple avec toi. Après tout j'avais envoyé les mauvais signaux, non ? Je t'avais embrassé, je t'avais donné mon numéro et c'était même moi qui t'avais appelé ! Normal que tu t'imagines des choses. Tout ce qu'il me restait à faire c'était de sortir avec toi quelque temps avant de couper les ponts pour une raison ou une autre… Je pensais ne plus jamais me trouver dans ce genre de situation, que je ne connais que trop bien, mais il semblait que je me sois encore faite avoir.

Heureusement pour la suite, j'ai discuté avec ma sœur et plus tard une copine à qui j'avais demandé de l'aide pour quitter la soirée est même venue prendre de mes nouvelles. Raconter ce qu'il s'était passé m'a permis de prendre du recul et de chasser ces voix de ma tête. Cela m'a permis de me sentir légitime à te dire non et à ne pas céder.

Pendant presque deux jours je ne t'ai pas donné signe de vie, tu m'as quand même envoyé un message en me demandant des photos de moi, plein de photos. Je n'ai pas répondu.

Je t'ai finalement envoyé un long message, pas aussi clair et ferme que j'aurais voulu mais en te disant que je n'avais pas envie d'être en couple avec toi et que je voulais bien t'appeler pour en discuter. J'aurais aimé te dire comment je m'étais sentie à la soirée, que ça n'était pas possible, pas correct, que tu n'avais pas fait attention à moi mais uniquement à toi-même ; mais les voix dans ma tête avaient la vie dure et elles me laissaient entendre que si je le disais, tu n'allais pas l'accepter et que la faute se retournerait contre moi. Tu as répondu très gentiment, en me disant que tu comprenais et que tu voulais bien qu'on s'appelle bientôt.

Entre temps j'ai pu continuer d'en parler avec mes amies et petit à petit les souvenirs de mes sensations me revenaient. Tes mains sur mon corps, qui était comme anesthésié. Ta langue dans ma bouche. Ta main si près de mon entre-jambe, bloquée par mon collant.

J'ai finalement trouvé le courage de t'appeler, mais encore une fois j'ai été trop laxiste et trop gentille. J'avais fait une liste des points à aborder. Je n'en ai abordé que deux, tu en as balayé un en disant que j'avais mal compris, que ça ne c'était pas passé comme ça. J'ai laissé faire et je me suis concentrée sur le deuxième. Le fait que tu ne m'avais pas laissée rentrer alors que j'avais dit plusieurs fois que j'allais y aller. Là, tu as reconnu que c'était mal. D'ailleurs c'est tellement mal que tu en avais parlé à une amie à toi en lui disant que tu n'étais pas fier de ton comportement. Après t'être excusé en plaisantant, tu m'as demandé de te pardonner. Comme j'hésitais un peu, tu m'as demandé de répéter « Allez, dis-le, je te pardonne, c'est pas grave ». Alors j'ai répété du bout des lèvres, avec une boule qui grandissait dans mon ventre. Et puis

« tu comprends, tu étais tellement belle que je ne pouvais pas te laisser partir… »

Alors non, non je ne comprends pas. Je suis en colère et je suis choquée. Choquée de mes propres réactions, de mes pensées et de la facilité avec laquelle je me suis résignée devant ta négation de mon importance et de mon consentement. Choquée de comment tu m'as enfermée dans un schéma que l'on connait toustes trop bien, un schéma qui est banalisé dans notre société de la culture du viol. Choquée de ce qui aurait pu se passer s'il n'avait pas fait dix degrés seulement cette nuit-là et si je n'avais pas eu mes règles. Choquée de me rendre compte que je fais passer la satisfaction et l'amour propre d'un homme que je ne connais pas avant ma propre intégrité physique et mentale. Je suis aussi choquée de la honte que je ressens, moi qui suis une féministe convaincue, très au fait des « je te crois » et « ce n'est pas toi, c'est lui » et « tu n'y es pour rien ». Moi qui théoriquement connais tous ces messages, je ne suis pas capable de les appliquer à ma propre situation, de faire taire cette culture du viol si profondément ancrée dans ma tête, de faire taire ce jugement de la société que l'on entend partout… Après tout, je l'avais bien cherché non ?

Heureusement je suis aussi soulagée de voir que toutes les personnes avec qui j'en ai parlé on bien accueilli mon histoire, n'ont pas remis en cause mon ressenti, voire m'ont encouragée à accepter que ça n'était pas normal. Je suis soulagée de voir que je ne suis pas seule et que, grâce à ces personnes merveilleuses, je vais réussir à te confronter pour te dire ce que j'ai vraiment ressenti sans me sentir obligée de minimiser pour ne pas te blesser.

Tu es conscient de ce que tu as fait et tu n'avais pas à le faire.Tu m'as niée et considérée comme une chose qui n'avait pas son mot à dire, ce qui arrive beaucoup trop souvent dans la vie des femmes et des personnes sexisées. Et cet énième épisode de ce type dans ma vie m'auras permis de prendre du recul et je vais tout faire pour qu'il soit le dernier. J'espère que de ton côté aussi tu vas te remettre en question et que plus jamais tu ne profiteras de cette emprise que la société te confère sur les filles.

ANONYME

La clarté du récit que vous venez de lire et les détails introspectifs qu'il offre ont permis des échanges très riches lors du dernier week-end national d'A2C.

La discussion a eu lieu en mixité, ce qui n'était pas évident, puisque aussi intime que semble être ce récit, il résonne comme une expérience commune chez de nombreux·ses camarades, instaurant une défiance légitime à voir ce récit discuté et interprété, même en vue d'une réflexion autour de la recherche collective de solutions. Néanmoins, l'ensemble des camarades se sont entendu·es sur le fait que la mixité semblait indispensable et nécessaire pour se donner les moyens d'une vigilance active et collective. En effet, il s'agissait par ce travail que la responsabilité n'incombe pas seulement à chaque individu — responsabilisant alors la victime ou les femmes — mais qu'elle se meut en une prise en charge collective. Nous avons établi que pour qu'une vigilance soit collective, il faut qu'elle devienne banale. Nous devons donc, régulièrement, prendre l'habitude de veiller à ce que tout se passe bien et à interroger, même sans aucun signe apparent, nos camarades pour vérifier que rien ne les importune, que les interactions dans lesquelles iels se trouvent, leurs conviennent. Réussir à désacraliser le non, pour réussir à le dire et pour réussir à l'entendre. D'autre part, nous avons proposé le violentomètre sur lequel nous travaillons, un violentomère spécifique pour les milieux militants où ce sont les hommes qui doivent prendre en charge leurs comportements, où ce sont eux qui en ont la responsabilité, sachant que nous pouvons aussi nous y référer pour indiquer à un camarade que son comportement n'est pas approprié. Vous pourrez retrouver ce violentomètre sur la version en ligne de l'article.

> *Nous avons établi que pour qu'une vigilance soit collective, il faut qu'elle devienne banale*

> *Réussir à désacraliser le non, pour réussir à le dire et pour réussir à l'entendre*

Il s'agit d'un début de travail que l'on sait insuffisant. Nous continuons donc en ce sens, afin de progresser en terme de prévention et vers une prise en charge collective. N'hésitez pas à nous écrire pour nous faire vos retours et propositions. Nous espérons que ce témoignage et cette amorce de réflexion puisse servir à d'autres collectifs, groupes ou individus.

LE GROUPE DE TRAVAIL CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES D'A2C

LUTTE DANS L'ÉDUCATION

Moins d'un mois après sa nomination, au lendemain d'une grève très massive dans l'Éducation, la ministre Amélie Oudéa-Castera a été débarquée du ministère de l'Éducation nationale. Quatre semaines plus tard, une mobilisation historique des enseignant·es et des parents d'élèves s'amplifie en Seine-Saint-Denis et déstabilise la nouvelle ministre N. Belloubet. Il se passe quelque chose de puissant dans l'Éducation.

Depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, la crise profonde du système éducatif français, provoquée de longue date et qu'il s'acharne à amplifier — plus de 10 000 postes supprimés depuis 2017 — n'a cessé d'être mise en scène par les ministres successifs de l'Éducation pour justifier une véritable thérapie de choc ultralibérale. Tout le système y passe : le primaire, le lycée général et technique, le lycée professionnel et le collège.

Mais la révolte massive des enseignant·es et des parents, en réaction aux coups portés, est en train de transformer la crise du système éducatif en crise idéologique, sociale et politique. Elle s'inscrit sans nul doute dans la continuité de l'énorme mobilisation contre les retraites et peut apporter des réponses aux questions qu'elle a soulevé.

Une école de classe

L'attaque brutale contre le collège unique, par la mise en place de groupes de niveaux et d'un brevet des collèges couperet pour le passage en seconde, vise à exclure précocement un grand nombre d'enfants des classes populaires de l'accès au lycée, en organisant le tri social dès leur 11 ans. Que cette tâche ait été confiée à Amélie Oudéa-Castera, issue de la grande bourgeoisie, qui scolarise ses propres enfants dans l'établissement privé le plus sélectif et réactionnaire de l'entre-soi bourgeois, l'école Stanislas, n'est pas qu'un symbole.

> *Comme toute institution de contrôle de classe, (…) l'École publique se pare d'un vernis idéologique, celui de l'égalité des chances, renvoyé au "mérite" de chacun·e, permettant la promotion sociale. Mais toute son histoire montre que ce n'est qu'illusion*

Sa nomination éphémère comme ministre de l'Éducation révèle au grand jour le mépris de classe de la bourgeoisie et le rôle que la société capitaliste assigne à l'école.

En effet, celle-ci ne se résume pas à la transmission de connaissances générales ou techniques destinées à s'insérer dans la société et à y participer. Elle vise fondamentalement à défendre les intérêts de la classe dominante, à maintenir son joug sur la classe des travailleur·euses : s'assurer par une sélection constante que chacun·e soit bien assigné·e à sa classe, que la future génération qu'elle entend exploiter — davantage que la précédente — soit suffisamment formée aux besoins de son appareil productif et qu'elle se soumette à une autorité répressive comme celle qui prévaudra dans l'entreprise où elle sera exploitée quand elle sera suffisamment formée.

Comme toute institution de contrôle de classe, la Justice, la Police ou l'État en général, l'École publique se pare d'un vernis idéologique, celui de l'égalité des chances, renvoyée au « mérite » de chacun·e, permettant la promotion sociale. Mais toute son histoire montre que ce n'est qu'illusion.

Prenant le pouvoir au cours de la Révolution française, la bourgeoisie a rapidement systématisé la formation de ses cadres, pour consolider ses institutions et développer son appareil productif, par la création de lycées, de facultés, des premières grandes écoles, qui étaient exclusivement réservées aux garçons de la bourgeoisie et de la noblesse. Plus de deux cent ans après, c'est de ces grandes écoles, Polytechnique, HEC, les Mines, Centrale, l'ENA… que proviennent la grande majorité des dirigeant·es du CAC 40 et les hauts cadres de l'État. Les enfants des classes favorisées y représentent près des 90 % des élèves tandis que, par exemple, la prestigieuse école Polytechnique n'accueille que 0,4 % d'enfants d'ouvrier·es. Au travers d'une sélection du primaire au secondaire, au travers des « prestigieux » établissements privés comme l'école Stanislas ou leurs équivalents publics, les enfants de la bourgeoisie, armés du capital économique, culturel et social indispensable, se préparent à recevoir les rênes du pouvoir de leur classe.

La bourgeoisie ne s'est intéressée à l'éducation des classes populaires que bien plus tard. Les classes laborieuses n'avaient pas besoin de connaissances spécifiques pour subir l'exploitation effrénée de la bourgeoisie. L'enseignement populaire, primaire et non obligatoire, restait rudimentaire et largement sous la coupe de l'Église. Lorsqu'elle s'y intéressa, à la fin du 19e siècle, ce ne fut pas pour répondre aux besoins des classes populaires mais pour asseoir sa domination.

L'enseignement public, gratuit et laïc, est devenu obligatoire jusqu'à 13 ans en 1882 sous l'impulsion de Jules Ferry. La révolution industrielle et l'exode rural avaient provoqué l'éclatement des structures sociales traditionnelles et un nouveau type de socialisation émergeait, alors que par la lutte des classes, le mouvement ouvrier devenait un sujet politique. Il menaçait de déstabiliser l'ordre bourgeois encore attaqué sur sa droite par les royalistes, épaulés du clergé.

« Si cet état de choses se perpétue, expliquait Jules Ferry, *il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps*

plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 ». Il faisait référence à la Commune de Paris qui avait l'audace de vouloir mettre en place une école gratuite et laïque pour le peuple.

Pourfendeur acharné de la Commune, Jules Ferry, surnommé le *« Tonkinois »*, était également un partisan actif de l'expansion coloniale, animé par une vision profondément raciste de la société, qui ne doutait pas que *« les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures »*. Le principal manuel d'histoire qui allait nourrir les générations d'instituteur·rices et d'élèves jusqu'à la Seconde Guerre mondiale donnait le ton : *« Vous avez le devoir de vous instruire, parce qu'un citoyen ignorant est incapable de servir son pays. […] Soyez patriotes ! »*

Ainsi s'est forgée l'école « républicaine » tant célébrée par nos dirigeant·es. L'État, prenant en charge l'intérêt collectif de la bourgeoisie, a bâti une école publique offrant une formation minimale dont le rôle principal était de soumettre la future force de travail en formation à l'ordre bourgeois dominant. Lui inculquer le respect de la hiérarchie sociale et de l'autorité pour la préparer à celle qu'elle subira dans l'entreprise. La faire adhérer au nationalisme afin qu'elle puisse servir de chair à canon plus tard, durant la Première Guerre mondiale.

L'État, prenant en charge l'intérêt collectif de la bourgeoisie, a bâti une école publique offrant une formation minimale dont le rôle principal était de soumettre la future force de travail en formation à l'ordre bourgeois dominant

Macron s'efforce de mettre en place l'école du futur qu'il promettait lors de sa funeste réélection : un tri de classe précoce totalement assumé, la volonté de mettre la jeunesse au garde-à-vous par l'uniforme et le SNU, le renforcement de l'autoritarisme de la hiérarchie contre les enseignant·es, celui des enseignant·es contre les élèves. Le nationalisme, qui vise à souder la classe exploitée aux intérêts de ceux qui l'exploitent face à l'ennemi extérieur, désigne également l'ennemi intérieur par une instrumentalisation islamophobe de la laïcité. On interdit l'abaya, on ferme le lycée privé musulman Avérroes mais on porte au pinacle une école catholique, réactionnaire, sexiste et homophobe : Stanislas. Si l'école du futur ressemble furieusement à celle de Jules Ferry c'est parce qu'en tant qu'école de classe, sa trajectoire est soumise à celle du capital.

École et trajectoire du capital

La massification de l'enseignement au cours du 20e siècle dans le primaire, puis dans le secondaire et les universités, répond à la complexité technique croissante du système de production capitaliste, au besoin d'une main-d'œuvre à la fois plus qualifiée, plus spécialisée, plus stratifiée, nécessitant de nouveaux savoirs techniques ou théoriques.

L'enseignement technique se développe dans l'entre-deux-guerres tandis que les établissements secondaires, jusque-là payants, excluant les classes populaires, deviennent gratuits et plus accessibles à une minorité « méritante ».

Mais c'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la massification se généralise. Pendant les Trente Glorieuses, le développement du complexe militaro-industriel, de la production et de la consommation de masse, ainsi que l'explosion des emplois tertiaires, nécessitent une main-d'œuvre nombreuse et de nouvelles qualifications. L'accès au collège se développe dans les années 1960, mais selon des filières séparées qui organisent un tri social précoce, avant la mise place du collège unique en 1975. L'enseignement secondaire explose dans les années 1970. De 20 % de bachelier·es en 1968, on passe à 30 % en 1984 puis 60 % en 1994 grâce au développement des filières technologiques ou professionnelles, plus accessibles aux catégories populaires.

Mais si on atteint aujourd'hui 80 % de bachelier·es, c'est au prix d'un tri social organisé par ces filières qui n'offrent pas les mêmes perspectives d'accès au supérieur. Ce chiffre masque aussi le processus de dévalorisation des diplômes. Car l'espoir d'obtenir un diplôme qui garantit un salaire suffisant, voire une promotion sociale, nécessite de monter plus haut. Mais si le taux de poursuite des études dans le supérieur explose de 21 % d'une classe d'âge au début des années 1980 à 45 % en 1995, il stagne depuis lors, tout comme le taux de bachelier·es. Ils suivent le taux de dépenses publiques de l'éducation par rapport au PIB qui a même, depuis, baissé de 10 %. [1]

Ce tri social qui commence au tout début de la scolarisation, s'accompagne d'un tri « racial » et aussi validiste. En 2011, les trois quart des enfants d'immigré·es d'Afrique subsaharienne étaient scolarisé·es dans les filières professionnelles comme la moitié de celleux d'immigré·es turcs et portugais.

Alors que 28 % de la population est sous le seuil de pauvreté en Seine-Saint-Denis, 32 % de la population est d'origine immigrée, les dépenses moyennes par élève sont de 9 % inférieures à celles de la capitale, condamnant à l'échec les politiques d'éducation prioritaire.

De haut en bas, l'école reproduit les classes. Si elle destine l'élite des grandes écoles au pouvoir de la classe dirigeante, elle assigne les autres à rester dans celle des exploité·es. Pour la très grande majorité des jeunes sortant du système éducatif, les diplômes ne garantissent pas l'ascension de classe mais au mieux un salaire plus décent au prix, surtout, d'une augmentation de leur taux d'exploitation en tant que main-d'œuvre plus ou moins qualifiée.

> *Pour la très grande majorité des jeunes sortant du système éducatif, les diplômes ne garantissent pas l'ascension de classe mais au mieux un salaire plus décent et surtout leur taux d'exploitation en tant que main-d'œuvre plus ou moins qualifiée*

La révolte de mai 1968 et l'explosion des luttes sociales et émancipatrices des années qui ont suivi avaient nourri les espoirs d'une réelle démocratisation du système scolaire. Elles avaient renouvelé la critique d'une école de la reproduction sociale et avaient revigoré les pédagogies anti-autoritaires fondées sur la coopération plutôt que la compétition, sur la nécessité d'un enseignement polyvalent des savoirs et des techniques plutôt que le tri social. Mais ces espoirs se sont heurtés aux contradictions propres au capitalisme, à la crise qui s'est développée à la fin des années 1970 installant de nouveau un chômage de masse, au reflux des luttes et à la contre-offensive ultralibérale du capitalisme mondial pour récupérer la part de la plus-value gagnée par les travailleur·euses durant les décennies précédentes. Nombreux·ses qui avaient cru que l'arrivée au pouvoir de la gauche réformiste dans les années 1980 allait concrétiser les exigences d'une école démocratique et émancipatrice se sont aperçus que, s'adaptant à la trajectoire du capital, cette même gauche se convertissait aux politiques libérales.

La mondialisation financière, accélérant la concurrence entre capitaux, n'a pas épargné les services publics. La nouvelle culture du management ainsi que la logique d'évaluation permanente et de concurrence en vue de réduire les coûts s'est généralisée. C'est sous la gauche plurielle en 2001 qu'est votée une loi[2] instaurant un management public calqué sur le privé. Le développement de l'autonomie des établissements donnait de plus en plus de pouvoir aux chefs administratifs.

Macron et l'accélération de la crise

La thérapie de choc que Macron impose à l'Éducation nationale depuis son accession au pouvoir répond à l'accélération de la crise mondiale du capital depuis 2008 où le système financier mondial n'a été sauvé que par un investissement massif des États, qui a fait exploser la dette publique et alimente aujourd'hui la poussée inflationniste. La course effrénée aux profits que se livrent les capitaux nécessite au niveau national une main-d'œuvre moins coûteuse et plus docile, plus rapidement adaptable à leurs besoins immédiats. Au niveau international, l'affrontement des blocs de capitaux conduit à une exacerbation telle des tensions internationales que la question de la guerre fait

son retour, entraînant l'augmentation des dépenses militaires et le développement du nationalisme.

L'École est soumise à des réformes continues. Parcousup a décuplé la sélection vers le supérieur tandis que la réforme du lycée a dévalorisé le bac et individualisé le parcours des élèves, les rendant responsables de leur éventuel échec. La réforme du lycée professionnel a réduit de moitié les enseignements pour étendre la période de stage en entreprise pour le plus grand profit des patrons. Les écolier·es du primaire sont soumis·es à des évaluations continues qui visent notamment à préparer le tri précoce qu'Attal veut imposer par la réforme des collèges. Ces réformes s'accompagnent d'une transformation profonde du travail des enseignant·es, soumis·es à toutes sortes de prescriptions multiples et d'injonctions pédagogiques, à des évaluations et des réunions incessantes jusqu'à l'épuisement. Leur savoir-faire professionnel, leur liberté pédagogique doivent s'incliner devant les neurosciences, nouveau dogme du ministère, et devant l'intelligence artificielle censée transformer l'enseignant·e « sachant·e » en enseignant·e « accompagnant·e ». Cette dévalorisation professionnelle du métier qui les transforme en rouage d'une mécanique de tri social accompagne un long déclassement salarial qui a fait fondre leur pouvoir d'achat de 25 % en 30 ans. La montée en puissance des emplois précaires qui représentent aujourd'hui 20 % des emplois est un prélude à la casse du statut pour imposer un allongement du temps de travail, un recrutement local, et la fin de l'emploi à vie qui leur assure une relative indépendance vis-à-vis de leur hiérarchie.

À la mise au pas et au garde-à-vous des élèves par l'uniforme et le SNU s'ajoute celle du corps enseignant par le renforcement du pouvoir des chef·fes d'établissement sur les carrières et la multiplication de sanctions et de déplacements forcés de professeurs.

La Seine-Saint-Denis montre la voie

Ces réformes ne se font pas sans remous. Blanquer a dû affronter une grève du bac avec un soutien syndical inédit ainsi qu'une explosion de colère contre sa politique sanitaire pendant l'épidémie de Covid. L'implication des enseignant·es a été massive dans le mouvement des retraites.

Mais la grève inédite qui enflamme la Seine-Saint-Denis traduit un saut qualitatif. Elle est reconduite dans de nombreux établissements du département depuis le 26 février avec des journées qui comptabilisent plus 60 % de grévistes. Elle s'appuie sur des assemblées de secteurs ou de villes qui impliquent de nombreux·ses enseignant·es, avec leurs syndicats unis, dans les décisions de reconduire la grève. À leurs côtés, elle mobilise et implique de façon massive et inédite les parents d'élèves au travers de réunions publiques, de rassemblements, de porte-à-porte ou de blocages. Le 14 mars, des cortèges partis d'une dizaine de villes ont irrigué le département pour converger à plus de 5000 à Bobigny.

Il n'est pas anodin que cette grève massive se produise quelques mois après la mobilisation des retraites, elle en est la prolongation et l'approfondissement. Si Macron à fini par faire passer sa réforme — de peu, à coup de 49.3 — il a échoué sur son objectif principal, celui d'infliger une défaite cuisante à la classe ouvrière dont elle ne se relèverait pas. Au contraire, pendant quatre mois des millions de salarié·es ont répondu aux quatorze journées de grève appelées par l'intersyndicale, renforçant la confiance collective dans la mobilisation et dans les syndicats.

C'est cette confiance qui a sans doute permis aux équipes militantes de concrétiser le plan d'urgence que réclame la Seine-Saint-Denis et qui était en gestation depuis longtemps. Après plusieurs mois de campagne au travers d'enquêtes menées par l'intersyndicale, qui mettait au grand jour l'état de délabrement de l'éducation dans le 93, la colère aiguisée par les annonces de G. Attal s'est cristallisée au retour des vacances de février.

Cette mobilisation, qui inspire au-delà du 93 et pourrait s'étendre, apporte aussi des réponses partielles aux impasses auxquelles le mouvement des retraites a été confronté. En espaçant les mobilisations pour les caler sur le calendrier législatif, en limitant les revendications au retrait défensif de la réforme, sans laisser de place à des revendications sur les conditions de travail immédiates des salarié·es, elle limitait la possibilité d'ancrage local de la grève et de l'extension d'un mouvement reconductible.

Le plan d'urgence offensif qu'exigent les enseignants du 93 en plus de l'abandon de la réforme du collège permet cet ancrage parce qu'il est élaboré avec les enseignant·es, à la base, et répond à des conditions de travail concrètes et locales.

Le plan d'urgence offensif qu'exigent les enseignant·es du 93, en plus de l'abandon de la réforme du collège, permet cet ancrage parce qu'il est élaboré avec les enseignant·es, à la base, et répond à des conditions de travail concrètes et locales. L'organisation de la lutte au travers d'assemblées massives permet d'impliquer le plus grand nombre dans l'action, la construction et la direction de la grève. En votant une motion condamnant la loi Asile et immigration, lors de l'AG du 7 mars qui a rassemblé 450 grévistes, elle permet aussi d'intégrer l'indispensable combat antiraciste, ce à quoi s'était refusé l'intersyndicale contre la réforme des retraites alors que Darmanin préparait sa loi.

À tou·tes celleux qui, pendant le mouvement des retraites, s'interrogeaient sur leur pouvoir ou non de bloquer la société et qui cherchaient désespérément le secteur stratégique auquel se raccrocher, les enseignant·es du 93 répondent présent·es ! Non pas en tant que locomotive, mais comme exemple d'une dynamique capable de mobiliser massivement les enseignant·es mais aussi les parents. Mobilisé·es en tant que parents, iels sont aussi susceptibles de se mobiliser en tant que salarié·es et de s'inspirer d'une dynamique pour étendre le domaine de la révolte.

NICOLAS (PARIS 20e)

1 – http://ses.ens-lyon.fr/ressources/stats-a-la-une/massification-et-democratisation-de-lacces-a-lecole-et-a-lenseignement-superieur

2 – Loi Organique relative aux Lois de Finance.

POURQUOI LA CLASSE OUVRIÈRE ISRAÉLIENNE N'A PAS INTÉRÊT À LA FIN DE L'APARTHEID

Les marxistes considèrent que la classe ouvrière, par ses conditions objectives d'existence, est la seule force sociale ayant à la fois l'intérêt et la capacité de mettre fin à ce système d'exploitation et d'oppressions. « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » conclut Marx dans le Manifeste communiste. « Travailleurs israéliens et palestiniens, unissez-vous ! » reprennent les analyses de la plupart des courants qui se réclament en France de cette tradition[1]. Le problème, c'est que pour la classe ouvrière israélienne cela ne marche pas, car les Israélien·nes sont — matériellement — avant tout des colons.

Le point de vue développé ici ne découle donc pas du fait que la classe ouvrière israélienne adhère idéologiquement à un projet colonial raciste. Il ne découle pas non plus d'un constat plus général selon lequel tous les travailleur·euses de puissances dominantes bénéficieraient automatiquement de l'oppression des travailleur·euses des pays dominés, et n'auraient donc pas intérêt à soutenir les luttes de libération[2]. Il repose sur une analyse de la classe ouvrière israélienne démontrant que ses conditions matérielles d'existence, son niveau de vie, dépendent en grande partie de son rôle de colon, qui n'a donc pas d'intérêt objectif à défendre l'égalité des droits avec les Palestinien·nes.

Deux références utiles développent ce point de vue. La première est un article de militants israéliens, fondateurs de Matzpen, Moshe Machover et Akiva Orr. Publié en 1969, « The Class character of Israel » constitue une analyse marxiste pionnière de la nature de la classe ouvrière israélienne[3]. Ils y fournissent une explication du fait que *« L'expérience de 50 ans ne contient pas un seul exemple de travailleurs israéliens mobilisés sur des questions matérielles ou syndicales pour contester le régime israélien lui-même ; (…) Au contraire, les travailleurs israéliens ont presque toujours fait passer leur loyauté nationale avant leur loyauté de classe. »*.

Le second article est celui d'une militante américaine qui a grandi en Israël, Daphna Thier. Dans « What's the matter with the israeli working class ? » écrit en 2018[4] elle actualise l'analyse de Orr et Mashover et analyse l'impact sur l'économie israélienne des évolutions du contexte international. Je reprends ici les éléments clés de leurs analyses.

«Le caractère de classe d'Israël»

Mashover et Orr fournissent une démonstration convaincante selon laquelle le sionisme atténue le conflit de classe interne à Israël, en raison de la position particulière des travailleur·euses dans un État colonial défendant les intérêts impérialistes occidentaux.

« Lorsque Marx a fait la célèbre déclaration selon laquelle "un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre", il ne s'agissait pas seulement d'un jugement moral. Il voulait également dire que dans une société dont les dirigeants oppriment un autre peuple, la classe exploitée qui ne s'oppose pas activement à cette oppression en devient inévitablement complice. Même si cette classe ne tire aucun profit direct de cette oppression, elle devient sensible à l'illusion qu'elle a un intérêt commun avec ses propres dirigeants à perpétuer cette oppression. Une telle classe a tendance à suivre ses dirigeants plutôt qu'à les défier. Ceci est encore plus vrai lorsque l'oppression n'a pas lieu dans un pays lointain, mais "chez nous", et lorsque l'oppression nationale et l'expropriation forment les conditions mêmes de l'émergence et de l'existence de la société oppressive. ».

Israël est une colonie de peuplement des terres de Palestine. Or, les paysan·nes arabes y proposent leur travail et leurs produits à un prix très inférieur au niveau de vie des Européen·nes. Le seul moyen de pérenniser une immigration juive européenne dans la région est de lui offrir des conditions de vie supérieures à celles de la population arabe voisine. Cela s'est organisé par le biais de trois mécanismes.

Le premier est la mise en en place de la ségrégation économique pour empêcher l'emploi des

Photo prise au « checkpoint 300 » que les Palestinien·nes doivent emprunter quotidiennement pour aller travailler.

travailleur·euses arabes par les employeur·euses juif·ves, et empêcher la vente de produits palestiniens.

Sans ce boycott, aucun travailleur·euse ou agriculteur·rice européen·ne n'aurait survécu économiquement. C'est la principale confédération syndicale israélienne, la Histadrout, qui organise cette ségrégation. Aucun parti, pas même la « gauche » la plus radicale, ne s'y oppose.

Le second moyen est de faire bénéficier directement les travailleur·euses israélien·nes de ce que certains auteurs ont comparé à de l'accumulation primitive. Comme l'expliquent Machover et Orr dans leur essai, ce n'est pas la bourgeoisie qui s'est appropriée le capital volé par l'expulsion des Palestinien·nes de leurs terres, mais l'État et la bureaucratie ouvrière. Les biens immobiliers palestiniens ont été distribués à la population juive d'Israël. En 1954, plus de 30 % de la population juive vivait sur des propriétés anciennement arabes, et *« seules 10 % des terres détenues par les organismes sionistes dans l'Israël d'avant 1967 avaient été achetées avant 1948 »*. Les Israélien·nes vivent sur des terres volées aux Palestinien·nes, beaucoup vivent dans des maisons construites sur les ruines de villages palestiniens et dans les maisons de celleux qui ont été chassé·es lors de la Nakba en 1948. L'Office des réfugié·es des Nations unies a estimé la valeur des biens volés à plus de 5 milliards de dollars en monnaie courante.

Enfin, le Capital étranger a massivement subventionné les dépenses sociales gouvernementales. En 1951, le journal israélien *Haaretz* utilisera l'expression de « chien de garde » pour caractériser la relation d'Israël avec l'impérialisme. Pour ce rôle, Machover et Orr écrivent qu'Israël *« est financé par l'impérialisme sans être économiquement exploité par lui. »* Les soutiens impérialistes versent de l'argent à leur chien de garde au Moyen-Orient, et une partie de cette somme est utilisée pour cimenter le soutien de la classe ouvrière israélienne au sionisme. Sans les subventions qu'ils fournissent, les Juif·ves du reste du monde ne seraient pas autant incité·es à émigrer en Israël. Et de nombreux Israélien·nes, habitué·es au niveau de vie européen ou nord-américain, émigreraient en Europe ou en Amérique du Nord pour tenter de le garder. Leurs sources montrent qu'entre 1948 (date de création de l'État d'Israël) et 1968, plus de 5 milliards de fonds sont transférés à Israël, sans contrepartie. Aucun empire colonial n'a jamais rapatrié de tels bénéfices par habitant·e. Ces fonds proviennent au départ essentiellement de dons d'associations juives sionistes, des réparations allemandes et dans une moindre mesure de l'aide économique versée directement par le gouvernement américain. Cette dernière bondit après 1967, lorsqu'Israël a écrasé militairement ses voisins arabes.

> *Israël est financé par l'impérialisme sans être économiquement exploité par lui*

Machover et Orr écrivent :
« L'ensemble de l'économie israélienne repose sur le rôle politique et militaire particulier que le sionisme et la société des colons jouent dans l'ensemble du Moyen-Orient. Si l'on considère Israël isolément du reste du Moyen-Orient, il n'y a aucune explication au fait que 70 % de l'afflux de capitaux n'est pas destiné à un gain économique et n'est pas soumis à des considérations de rentabilité. Mais le problème est immédiatement résolu si l'on considère Israël comme une composante du Moyen-Orient. Le fait qu'une partie considérable de cet argent provienne de dons collectés par les sionistes auprès des

juifs du monde entier ne change rien au fait qu'il s'agit d'une subvention de l'impérialisme. Ce qui importe, c'est plutôt le fait que le Trésor américain soit disposé à considérer ces fonds, collectés aux États-Unis pour être transférés dans un autre pays, comme des "dons de charité" donnant droit à des exonérations de l'impôt sur le revenu. (…)
Cela signifie que, bien que des conflits de classe existent dans la société israélienne, ils sont limités par le fait que la société dans son ensemble est subventionnée de l'extérieur (…) »

Bien que des conflits de classe existent dans la société israélienne, ils sont limités par le fait que la société dans son ensemble est subventionnée de l'extérieur

« Quel est le problème avec la classe ouvrière israélienne ? »

L'article de Daphna Thier, rédigé presque 50 ans plus tard, questionne la robustesse de l'analyse de Mashover et Orr :
« Depuis 1969, beaucoup de choses ont changé. Le niveau de vie des travailleurs israéliens s'est érodé et les salaires réels n'ont cessé de baisser. Aujourd'hui, l'essentiel de l'aide étrangère est le financement militaire. Enfin, l'aide américaine (…) a proportionnellement moins d'influence sur l'économie israélienne qu'en 1969 (…). Ainsi, la base de l'argument — que le niveau de vie élevé de la classe ouvrière israélienne repose sur les subventions impérialistes — est affaiblie. »

Pour Daphna Thier, c'est désormais l'économie d'armement qui cimente l'adhésion au projet sioniste :

« L'aide étrangère et les incitations impérialistes ne sont plus directement investies dans la classe ouvrière, mais les travailleurs israéliens sont désormais récompensés par le biais de l'économie de l'armement. C'est pourquoi, malgré le manque de mobilité sociale et la dégradation économique du néolibéralisme, la classe ouvrière reste plus que jamais attachée au sionisme.

La classe ouvrière est devenue dépendante de l'éducation, du logement et des opportunités de carrière que sa participation à Tsahal lui offre. Ils ont trouvé des voies d'avancement dans l'industrie de haute technologie alimentée par l'armée, avec plus de 9 % des travailleurs concentrés dans la haute technologie. Et comme les pensions et les salaires réels se sont érodés, le coût moins élevé de la vie dans les Territoires occupés est devenu essentiel. ».

Même les sections les plus opprimées de la classe ouvrière israélienne, qui mènent des luttes économiques, réclament non pas une distribution égale des richesses pour tous les habitant·es de la Palestine, mais plutôt une modification du partage issu du pillage des Palestinien·nes.

Par ailleurs, même si l'économie israélienne est aujourd'hui moins dépendante de l'aide impérialiste, s'en passer conduirait très probablement à une crise interne importante. À chaque crise économique, Israël a fait appel à une aide économique d'urgence auprès des USA. Et les subventions militaires de l'impérialisme aident toujours à ce que les travailleur·euses israélien·nes bénéficient d'un niveau de vie bien supérieur à celui des Palestinien·nes ou des travailleur·euses des pays arabes voisins.

Conclusion :

Tant que les travailleurs et travailleuses israélien·nes profiteront matériellement d'un projet colonial sioniste soutenu par les puissances impérialistes, iels ne pourront constituer des allié·es des Palestinien·nes. Daphna Thier compare cette situation à celle de gardiens de prison, dont les moyens de subsistance dépendent de la prison remplie par des Palestinien·nes. C'est la raison pour laquelle c'est la classe ouvrière des pays arabes du Moyen-Orient qui peut jouer un rôle décisif aux côtés du peuple palestinien. Et que la lutte de celle des puissances impérialistes pour casser le soutien à Israël est si importante : ce ne sera que lorsqu'Israël perdra son rôle d'avant-poste de l'impérialisme que des fractures et des basculements dans la classe ouvrière israélienne deviendront possibles.

VANINA GIUDICELLI (PARIS 20e)

1 – On peut lire sur le site de Révolution Permanente un article, « Lutte ouvrière, le NPA-C et la lutte pour l'auto-détermination de la Palestine », critiquant les positions de ces courants pour qui *« La fraternisation entre les peuples [Israéliens et Palestiniens] est (…) érigée en condition de la légitimité de la lutte du peuple palestinien. »* L'auteur y oppose *« la fraternisation, non pas comme un fétiche abstrait, condition de la légitimité de la résistance, mais comme un enjeu stratégique concret »*. Le problème de ce raisonnement est qu'il repose sur l'idée que l'adhésion de la classe ouvrière israélienne au sionisme est uniquement idéologique.
2 – Voir par exemple les travaux du marxiste américain Charlie Post, qui démontrent que les avantages matériels que la classe ouvrière américaine retire de la domination des pays dits du Sud Global sont quasiment nuls. *Le mythe de l'aristocratie ouvrière* (2008) est disponible sur https://labreche.org
3 – Disponible sur: https://www.marxists.org
4 – Disponible sur: https://isreview.org

Une affiche sioniste des années 1930 encourage les colons à n'acheter que des pastèques produites dans les colonies juives.

GAZA ME SEH

DU MONT ZION À GAZA, LE PROCHE ORIENT DANS LA CULTURE POPULAIRE JAMAÏCAINE

Give Another Israël A Try

Les Africain·es déporté·es en Jamaïque, comme ailleurs dans la caraïbe ou en Amérique, se sont réapproprié·es le seul livre laissé à leur disposition par les esclavagistes, la Bible. Il faut dire qu'iels avaient de quoi se reconnaitre dans l'histoire de ce peuple déporté par-delà la mer et réduit en esclavage. La culture populaire jamaïcaine a donc été remplie de références à la géographie (le mont Zion, Babylone, le Jourdain, Jéricho…) et aux personnages (Moïse, Daniel dans la fosse aux lions [1], Nabuchodonosor [2], les pharaons…) bibliques, en particulier issus de l'Ancien Testament.

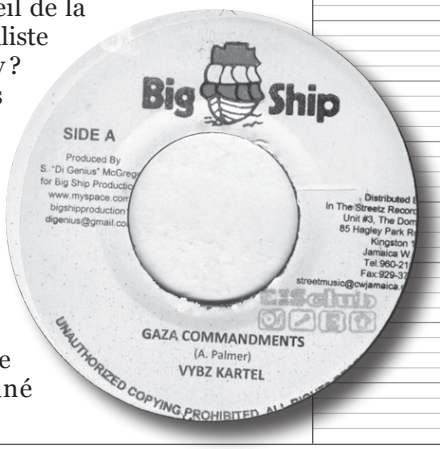
Les métaphores bibliques permirent aux esclaves de raconter l'histoire de la déportation, de décrire leur condition d'esclave et surtout d'exprimer leur volonté de libération sans être inquiété·es par les colons. Elles se retrouvent tant dans les cultes développés par les Africain·es en Jamaïque (cultes revivalistes, mélangeant culture chrétienne et rites africains, mouvement Rastafari [3]…) que dans leur musique [4]. Les Rastas, dans le sillage de Marcus Garvey y ajoutèrent le retour en Afrique, le mont Zion biblique étant métaphoriquement transféré sur leur continent d'origine. Les références à Israël, dont est truffé le reggae ne sont donc pas des soutiens au projet colonial sioniste mais bien une identification au peuple juif de la bible. Le rapatriement en Afrique est d'ailleurs compris comme spirituel (réappropriation de l'histoire et des traditions africaines) plus que physique. Peu de familles Rasta immigreront à Shashamane, le petit bout de terre éthiopienne que l'Empereur Haïlé Sélassié offrit aux Rasta après sa visite en Jamaïque en 1966.

> *Les références à Israël, dont est truffé le reggae ne sont donc pas des soutiens au projet colonial sioniste*

Poor People Land (Mi turn refugee inna mi own a country)

C'est en 2009, que la géographie proche-orientale fait son grand retour dans la musique Dancehall en Jamaïque. À peine les dernières bombes de l'opération « Plomb durci » de l'armée israélienne lâchées sur la population de Gaza, la Jamaïque était envahie de « Gaza tunes », dont le célèbre « Gaza Me Seh Riddim » est l'archétype. Le « Dancehall Hero », Vybz Kartel [5] en fait son gimmick principal et plus une de ses chansons ne sort sans que résonne au détour d'une rime le nom du territoire palestinien. Alors que se passe-t-il ? Réveil de la conscience internationaliste au pays de Bob Marley ? Celui qui passe son temps à vanter les *« Clarks »*, les *« straith jeans »* et même le *« Bleaching »* (décoloration de la peau) serait il devenu un apôtre de la lutte du peuple palestinien ?

La réalité est plus triviale. Quoiqu'elle révèle un sentiment spontané



d'appartenance à une même classe. En effet, Kartel est l'ambassadeur de Portmore, et il met en chanson le nouveau surnom que les habitant·es donnent à leur ghetto : Gaza. Ils entendent par là dénoncer leurs propres conditions d'existence (et surement aussi exprimer un sentiment d'admiration pour la résistance de la population gazaouïe).

Tribal War inna Babylon

En effet les ghettos jamaïcains sont soumis à un état de couvre feu quasi-permanent, l'affaire « Dudus » de 2010 (cédant à la pression des USA, le gouvernement jamaïcain envoie l'armée pour arrêter le Don du « Shower Posee » [6] à Tivoli Garden, s'en suivent des jours et des nuits d'émeutes qui feront 70 morts) n'est que le point de paroxysme de la guerre de basse intensité que mène le gouvernement jamaïcain contre les populations des ghettos.

Les ghettos jamaïcains sont soumis à un état de couvre feu quasi-permanent

Depuis l'indépendance, les deux partis politiques qui se partagent le pouvoir (le Jamaïcain Labor Party, fidèle allié des USA et le People's National Party, vaguement socialiste) se sont appuyés sur les gangs pour asseoir leur pouvoir. Un cran supplémentaire est franchi quand les USA décident de déstabiliser le gouvernement du PNP de Michael Manley, sorte de Mitterrand local, qui avait mené sa campagne sur le slogan *« Power for the people »* (et non « Power to the people », et oui les mots sont importants…). Il s'affichait avec Fidel Castro et était soutenu par une partie de la communauté Rasta en manipulant habilement certains de ses symboles et organisant une tournée avec entre autres Ken Boothe, Max Romeo, les Wailers…Il est élu en 1972, ce qui rend fou de rage les USA, qui via la CIA décident de déclencher une guerre civile en armant les gangs liés au JLP et de faire du Yard une plaque tournante dans le trafic de coke (il ne s'agit pas ici de théorie du complot, c'est avéré par les archives de la CIA et ses anciens dirigeants le confirment [7]).

C'est aussi en cela que Gaza est universelle, elle est le point chaud de la guerre que l'impérialisme mène contre notre classe

Il faut ici mettre en garde contre une interprétation courante mais erronée des paroles des chansons de reggae. Les appels à la paix dont sont remplies les paroles de reggae ne parlent pas d'une paix abstraite et universelle (celle de John Lennon), mais de la paix concrète, au coin de la rue. Ils ne s'adressent pas aux détenteurs de pouvoir ou aux « citoyens du monde », mais aux « gunmen », à ceux dont les balles perdues tuent des enfants tous les jours en Jamaïque. La référence biblique des guerres tribales, renvoie bien aux guerres de gangs dans les rues des ghettos de Kingston, et à une Babylone bien concrète, la Jamaïque post-coloniale, sa corruption, ses gangs, les persécutions dont sont victimes les rastas et les Rudeboys…

Depuis la violence est endémique en Jamaïque avec des pics lors des années électorales (plus de 1500 morts violentes en 2005 par exemple). Les politicien·nes qui ont armé les gangs se servent de cette violence pour imposer un état d'exception permanent dans les ghettos. Les populations sont livrées à elles-mêmes et se tournent vers les « Dons » des gangs qui distribuent vêtements, matériels scolaires et paient les médicaments et les soins grâce à l'argent du trafic de drogues et des contrats véreux avec le gouvernement.

Le fossé entre Uptown et les ghettos est maintenant matérialisé par un mur construit par un fleuron de notre industrie nationale, Bouygues, pour protéger l'autoroute qui relie l'aéroport de Kingston aux hôtels pour touristes ricains de la côte nord. On comprend dés lors que les habitant·es de Portmore s'identifiaient, bien avant octobre dernier, à la population de Gaza. Et au-delà à toutes les populations reléguées, harcelées par les forces de police ou de l'armée, enfermées dans des quartiers à l'abandon, que les dirigeants affublent de tous les stigmates de la bien pensance moderne, rendent responsables de tous les maux de notre société.

Car oui, c'est aussi en cela que Gaza est universelle, elle est le point chaud de la guerre que l'impérialisme mène contre notre classe. C'est pourquoi elle est notre boussole, c'est pourquoi il nous faut affirmer haut et fort que « Gaza vivra, la Palestine vaincra » et manifester partout, tout le temps, *« by any means necessary »* notre solidarité et notre admiration pour la résistance Gazaouïe !

THOMAS (BOBIGNY)

1 – Selon le récit biblique, Daniel, prophète juif, fut jeté aux lions par deux fois. La première fois par Darius II pour un jour et la deuxième fois, quelques années plus tard, par Cyrus le Jeune, pendant une semaine. Dans les deux cas, il sort de l'épreuve indemne.

2 – Roi de Babylone de 650 à 562 avant Jésus-Christ

3 – Mouvement mystico-religieux qui, se basant sur une prophétie de Marcus Garvey, fait de l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié 1er, une divinité qui va libérer le peuple noir et ramener les diasporas à leur terre promise, l'Afrique.

4 – Voir : « Une histoire politique des Sound Systems » dans les 3 premiers numéros *des Cahiers D'A2C* ou sur le site : https://www.autonomiedeclasse.org/culture-populaire/une-histoire-politique-des-sound-systems/

5 – Artiste Dancehall le plus en vue à l'époque.

6 – Joey Starr raconte cette histoire dans la première saison de son podcast *Gang Stories* : https://www.deezer.com/fr/show/901962

7 – Voir par exemple : D. Millet et F. Mauger, *La Jamaïque dans l'étau du FMI*, L'esprit frappeur, Paris 2004.

LOI DARMANIN :

ANATOMIE D'UNE DÉFAITE

«Résolution 2023 : ne pas laisser passer la loi Darmanin». Notre éditorial de janvier 2023[1] proposait une stratégie pour combattre ce qui était encore un projet de loi. Cette analyse en a entraîné bien d'autres durant ces derniers mois quant aux liens intrinsèques entre l'explosion du racisme, du nationalisme et du danger du fascisme. Plus de deux mois après la promulgation de la loi Darmanin, le constat est limpide : le mouvement qui s'est enraciné durant plus d'un an a perdu une bataille. Cette défaite pourrait avoir des conséquences ignobles pour beaucoup d'immigré·es. Elle va aussi affaiblir l'ensemble de notre classe en brisant plus encore l'égalité entre toutes et tous. Une autre question est de savoir si l'ensemble des forces qui ont combattues sortent renforcées ou affaiblies d'une telle séquence.

Pour entamer l'analyse nécessaire de la situation créée par le passage de la loi, des tâches qui en découlent et des leçons à en tirer, nous avons décidé de commencer par des remontées d'expériences faites par des camarades d'A2C dans plusieurs villes avec la conscience que celles-ci restent bien entendu limitées. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos expériences, questionnements ou éléments de débats.

> *À Paris, une spécificité est l'existence de collectifs de sans-papiers et celle de la Marche des Solidarités*

Automne 2022, le front se lève

À Marseille : Nous sommes impliqué·es dans le lancement de Marseille contre Darmanin en novembre 2022. Au départ, nous pensons ce collectif comme une coordination dans laquelle s'impliquent des collectifs de personnes migrantes et de quartier.

À Paris : Une spécificité est l'existence de collectifs de sans-papiers et celle de la Marche des Solidarités qui, depuis plusieurs années, au travers de réunions hebdomadaires, permet de coordonner plusieurs collectifs de sans-papiers avec, selon les périodes et les campagnes, d'autres collectifs, associations et syndicats. C'est la Marche des Solidarités et les collectifs de sans-papiers qui ont lancé dès avant le 18 décembre 2022 la lutte contre la loi Darmanin.

À Toulouse : Des mobilisations ont eu lieu contre la loi Darmanin à l'initiative d'une Assemblée proposée par des membres d'a2c en janvier 2023. Le but est de lutter contre la loi, nous proposons de suivre le calendrier national de la Marche des Solidarités sur Toulouse. La première AG a regroupé environ 50 personnes de différents milieux : luttes antiracistes, étudiant·es et profs de la fac du Mirail, et des camarades actif·ves dans l'accès aux droits de personnes migrantes, des organisations féministes, membres d'un club de foot militant, des militant·es autonomes et une partie de la gauche révolutionnaire.

«Retraite pour tou·tes, papiers pour tou·tes !»

À Paris 18e : C'est 18e en lutte, le collectif issu de l'assemblée interprofessionnelle de Paris 18e, active pendant le mouvement des retraites de 2019, qui construit les mobilisations de la Marche des Solidarités sur le quartier. C'est aussi lui qui a pris l'initiative, conjointement avec l'UL CGT, d'appeler

à la constitution d'une nouvelle assemblée interpro lors du dernier mouvement des retraites.

Dès janvier et le début de la mobilisation retraite on sort des affiches et pancartes qui font le lien : *« Ni tri des migrant·es ni retraite à 64 ans »* et *« Liberté de circulation, liberté d'installation = + d'argent pour nos pensions »* qui nous suivront dans toute la période.

La question est systématiquement discutée dans l'interpro locale et fait très vite consensus. Une introduction contre la loi Darmanin est actée dès la première réunion publique qui a lieu à la Mairie du 18e, le 13 février 2023 et réunit environ 70 personnes.

À Toulouse l'AG contre Darmanin a gagné peu à peu de l'espace dans l'AG interpro

À Rennes : Avant le vote de la loi, des manifestations ont eu lieu. D'abord des tentatives durant le mouvement contre la réforme des retraites, où avec des camarades du cadre Rennes vs Darmanin, nous avons distribué des tracts pour appeler à des soirées, à des réunions, à des manifestations notamment celles du 25 mars 2023 puis du samedi 29 avril 2023. Nous étions 47 personnes à la Maison Internationale de Rennes, venues à titre individuel et issues de différentes organisations, pour lancer le cadre Rennes contre Darmanin (syndicats, asso, partis, collectifs, personnes solidaires sur les campements).

Et puis il ne s'est plus rien passé pour de vrai, les réunions, les tâches pratiques et la liste mail, ont commencé à être portées par les militant·es habituel·les, les nouvelles personnes ont arrêté de venir.

À Toulouse : Les mobilisations contre la réforme des retraites ont donné de la force à l'AG contre Darmanin. Les participant·es étaient convaincu·es qu'il fallait faire le lien entre réforme des retraites et loi Darmanin,. Toutefois, nous avons rencontré des difficultés au début pour convaincre qu'il fallait faire ce lien. Plusieurs organisations syndicales avaient peur que ça divise la lutte. Nous avons beaucoup argumenté sur le besoin de traiter les deux questions et unifier les travailleur·euses dans la compréhension que la réforme des retraites et la loi anti-immigration faisaient partie d'une même offensive à l'encontre de toute notre classe.

Peu à peu, l'AG a gagné de l'espace dans l'AG interpro qui avait lieu après les manifs contre la réforme. À chaque prise de parole on a essayé de mettre sur la table l'importance de lutter contre la loi Darmanin. Pendant les manifs contre la réforme, l'AG contre Darmanin a commencé à organiser des cortèges avec notre principal slogan : *« On est toustes exploité·es, toustes solidaires, contre la réforme et contre les frontières ! »*

À Marseille : Dès le début du mouvement retraites, la Coordination contre Darmanin est visible et appelle aux échéances propres à la lutte contre la loi lors des manifestations. Nous assumons une banderole mise en débat dans la coordination *« Même Classe Même Lutte »* et nous organisons des points fixes pour diffuser notre matériel. La coordination contre Darmanin est alors rejointe par des collectifs féministes, des collectifs antifascistes et des syndicalistes. Commencent à émerger des assemblées publiques pour argumenter sur la nécessité de combattre la loi Darmanin en lien avec le mouvement des retraites. La Coordination contre la loi Darmanin parvient ainsi à s'adresser à beaucoup de monde.

L'auto-organisation des opprimé.es ?

À Paris : Au début de la séquence la Marche des Solidarités existe déjà avec une véritable visibilité due à de nombreuses campagnes menées les années précédentes. Ses réunions hebdomadaires regroupent en général une dizaine de personnes (représentant·es des collectifs de sans-papiers et quelques soutiens). Pendant plusieurs semaines dès l'automne 2022 de nombreuses discussions vont être nécessaires avec et entre collectifs de sans-papiers pour arriver à une position d'opposition totale à la loi Darmanin. L'argument est progressivement acquis que le volet « métiers en tension » est en réalité un outil pour limiter et précariser davantage les possibilités de régularisation. Il s'avèrera, a posteriori, que cette phase assez longue de discussions, qui va diffuser au sein des collectifs, permet de comprendre le rôle moteur et dirigeant joué par les collectifs de sans-papiers dans la lutte.

À Montreuil : En parallèle de la mobilisation contre la loi Darmanin, faiblement suivie par les sans-papiers organisé·es au CSP Montreuil lors des premiers mois de la campagne, de nombreuses luttes locales issues de l'immigration, certaines particulièrement exemplaires, s'enracinent à Montreuil entre décembre 2022 et décembre 2023.

Celle du foyer Branly : ce foyer de plus 600 travailleurs maliens est le troisième de la ville à être menacé de démolition pour reconstruire une Résidence Sociale [2]. Durant la destruction de ces foyers ce sont souvent plus des 2/3 des habitant·es qui sont mis·es à la rue. Il s'agit de sans-papiers ou de personnes régularisées qui ne sont pas sur les baux. Pour la première fois sur la ville, les délégués, le comité des résidents en lutte, et l'ensemble des résidents avec ou sans papiers ont su imposer leur volonté quant à la rénovation du foyer que les décideurs pensaient imaginer sans eux. Les résidents en lutte participaient individuellement à des manifestations contre la loi Darmanin systématiquement relayée par le COPAF et le comité de soutien. Mais c'est d'abord sur l'expérience de la lutte de défense du foyer et de la dignité des

résidents que s'est développée l'auto-organisation, un collectif de sans-papiers du foyer notamment, est né de cette lutte.

À Marseille : Les émeutes à Marseille suite à l'assassinat de Nahel constituent un moment décisif pour la Coordination contre Darmanin. Dans le local de Solidaires, nous organisons une grosse AG avec un autre collectif, Mémoire en Marche, qui travaille aux 40 ans de la Marche de 1983.

Cela a pu créer des grosses dissensions lorsque nous sommes allé·es discuter dans les quartiers populaires. On nous reprochait d'être des militant·es blanc·hes du centre-ville sans lien avec les populations immigrées. Cette caractérisation était en partie vraie, de moins en moins de personnes immigrées se liaient à la Coordination contre la Loi Darmanin durant l'été 2023. De plus, nous étions essoufflé·es par les rythmes d'un agenda de mobilisation très parisien qui a pu également faire débat.

À Paris : À partir d'octobre, sur la région parisienne, l'organisation d'une action d'occupation d'un chantier des JO avec des grévistes sans-papiers et la focalisation, en termes de manifestation, sur la date du 18 décembre a créé une dynamique inédite autour de la Marche avec des réunions hebdomadaires réunissant régulièrement une centaine de participant·es et l'agrégation autour de la Marche et des Collectifs de sans-papiers de différents réseaux (Soulèvements de la Terre, Assemblée féministe, syndicalistes de l'éducation, des hôpitaux, du travail social, étudiant·es et lycéen·nes).

Pour la première fois de son histoire la Marche a même lancé des appels aux syndicats pour qu'ils organisent la grève. Cela a notamment permis le succès de la manifestation parisienne du 18 décembre, la plus grosse de toute la séquence avant le vote de la loi (15 000 manifestant·es). Même si nous savions que ce ne serait pas suffisant.

Après le vote, sursaut antifasciste ?

Alors que l'opposition à la loi avait été limitée, le vote par les députés fachos et par la Macronie, le 19 décembre 2023, produit une riposte.

À Rennes : Dès le soir du vote de la loi, trois jours plus tard, il y a eu 2 000 personnes dans la rue, et la manifestation a gonflé de minute en minute. Le rassemblement initial s'est transformé en manifestation impressionnante de dynamisme, très jeune, avec un long cortège qui chante, qui crie… une des manifestations les plus dynamiques des dernières années, qui a pu défiler dans le centre-ville contre le fascisme et le racisme.

À Paris : Le 14 janvier va être une manifestation à Paris qui articule lutte contre la loi Darmanin (le racisme) et lutte contre le fascisme. L'ambiance y est extrêmement combative. Elle reflète et amplifie les dynamiques autour de la Marche et des collectifs de sans-papiers constatées avant le vote de la loi : forte mobilisation des collectifs de sans-papiers qui encadrent et animent la manifestation, jonction avec les jeunes mineurs isolés, cortèges des écoles, cortège féministe, cortèges « environnement », forte présence de la jeunesse. Il y a 20 à 25 000 manifestant·es.

À Toulouse : Le soir du vote de la loi : rassemblement appelé par la CGT d'environ 2 000 personnes à Jean-Jaurès avec la présence des syndicats et des partis politiques. Ce vote du gouvernement avec le RN a été un moment de réveil pour beaucoup de monde à Toulouse.

Le 14 janvier : Très peu de personnes mobilisées au sein de l'AG, le peu de personnes présentes, très investies dans le mouvement pour la Palestine, favorisent la date du 13 janvier. À cette date, se tient aussi une journée de mobilisation au Bikini (salle

de concert) en soutien aux occupations d'écoles par les familles à la rue. Cette journée organisée par le collectif Jamais sans toit composé d'enseignant·es et de parents d'élèves avec le soutien de RESF et du DAL 31.

Le 20 janvier : La manifestation de Toulouse se tient un jour avant l'appel national. Environ 4 000 personnes sont mobilisées. Présence des syndicats, des partis, des orgas nationales liées à la question de l'exil (LDH, Amnesty, secours cath). C'est pratiquement la seule fois où l'on aura vu les partis et syndicats réformistes mobilisés à Toulouse contre la loi.

À Paris 18e : Dans les manifs de janvier, on a réussi à maintenir des cortèges dynamiques 18e en lutte-UL CGT 18e et à entraîner plusieurs sans-papiers de la permanence. L'essentiel de la mobilisation étant toujours portée par le collectif 18e en lutte.

Depuis le centre de gravité de la mobilisation a un peu changé, en plus de 18e en lutte (encore incontournable pour les diffs et collages) les permanences sans-papiers de la CGT du 18e commencent à devenir le lieu privilégié où se construit la mobilisation.

À Marseille : La coordination contre Darmanin était devenue ces derniers temps un collectif en propre. Lorsque nous préparons le 18 décembre 2023, nos assemblées regroupent encore des dizaines de personne. Avant le départ de la manif, nous organisons des cours de français et des permanences juridiques en lien avec des enseignant·es et des militant·es associatifs et associatives.

À Marseille après le 19 décembre, notre groupe WhatsApp passe de 150 personnes à plus de 700

Après le 19 décembre, notre groupe WhatsApp passe de 150 personnes à plus de 700. Les mobilisations de janvier 2024 ont pu prendre la forme de grèves, comme dans le secteur de l'associatif par exemple ou dans les écoles avec Sud Éducation 13.

Pour le 14 janvier cela a moins bien marché. La CGT 13 a appelé à cette date, mais n'a pas mobilisé au sens où nous l'entendons.

Pour le 21 janvier, les organisations syndicales se sont vues entre elles, elles n'ont pas contacté Marseille contre Darmanin, ont produit un appel pro-républicain.

À Montreuil : La Kermesse Antifasciste dans laquelle nous sommes investi·es appelle à deux assemblées publiques entre le 21 décembre 2023 et le 14 janvier 2024 regroupant une vingtaine de personnes pour chacune d'entre elle. Le Maire de la Ville réunie quant à lui plus de 500 personnes

le lendemain du vote de la loi. Le CSP Montreuil est invité à ouvrir les prises de parole.

Le CSP Montreuil reprend confiance en sa capacité d'initiative. Une déambulation se tient à son appel le 7 janvier qui regroupera près de 50 personnes. Des affiches pour la manif du 14 janvier sont collées dans tous les quartiers de la ville en l'espace d'une semaine. Le jour de la manif, entre 50 et 100 militant·es prennent part au départ collectif.

Des graines semées

À Romainville - Les Lilas : Au moment du mouvement des retraites, des zemouristes viennent diffuser sur les marchés de la ville. Des camarades investi·es dans l'assemblée interpro locale lancent l'idée d'agir spécifiquement contre le racisme et le fascisme.

Le 2 mars 2024, la première réunion se tient. Elle est annoncée par des collages et des diffusions de tract. Sur les 20 personnes présentes, 4 disent être là en raison du travail de militantisme de terrain. Pour le reste, ce sont des camarades de différentes traditions militantes locales qui participent au lancement de ce collectif.

Le samedi 16 mars, les salarié·es de l'éducation appellent à une manifestation allant de la mairie de Romainville aux Lilas. Elle réunit 600 personnes..

Le dimanche 17, les zemouristes sont de retour sur le marché des Lilas. Ce qui s'est construit sur le terrain ces derniers mois contre la loi immigration et la constitution du collectif permet de diffuser l'information assez tôt. C'est finalement lorsqu'une camarade prend un coup de l'une de ces pourritures qu'ils se font gicler du marché par l'ensemble des personnes présentes.

COORDONNÉ PAR GAËL BRAIBANT (MONTREUIL)

1 – *Les Cahiers d'A2C* #6, « Résolution 2023 : Ne pas laisser passer la loi Darmanin.

2 – Lire sur le site du COPAF déclaration du 14 mars 2012 critiquant la politique de transformation des foyers de travailleurs immigrés en résidences sociales et formulant des propositions pour son amélioration.

Sainte-Soline, mars 2023.

UNE APPROCHE SANS TABOU NI ROMANTISME DE LA LUTTE ARMÉE

Les sociétés de classes sont des sociétés de conflits. L'histoire a démontré à de nombreuses reprises que ces conflits peuvent se développer en conflits armés. De ce fait, l'armement d'une classe dirigeante pour se maintenir au pouvoir est une caractéristique systématique des sociétés de classes qu'elles soient fondées sur l'esclavage, le servage ou le salariat. Si la question de l'armement se pose pour la classe dirigeante, elle se pose alors pour la classe opprimée.

Dans notre cas, nous sommes même confronté·es à la classe dirigeante la plus armée de l'histoire de l'humanité. Le génocide en cours en Palestine, les millions de mort·es de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, la bombe nucléaire, etc. On peut illustrer malheureusement de nombreuses manières le degré de destruction des armées levées et équipées sous le capitalisme. Ce qui est certain, c'est que leur potentiel de destruction semble illimité.

Mais parce que la force de la classe ouvrière n'est pas de la même nature que la force de la classe bourgeoise, la manière avec laquelle elle devra l'exercer et en dernier recours employer les armes doit également être différente. C'est toute la question de la lutte armée et de son approche qu'il est indispensable de développer.

Non-violent, vraiment ?

Aborder la question de la lutte armée c'est nécessairement se confronter à celle de la violence. Sans que cela résolve totalement la question posée, il est important pour l'aborder sur de bonnes bases de revenir sur certaines luttes historiques et leur rapport à la non-violence. Les exemples les plus souvent cités sont celui du « Civil Rights Movement » incarné par Martin Luther King dans les années 1950 aux États-Unis et celui du mouvement de libération nationale de l'Inde avec Gandhi [1].

La tactique de la non-violence du « Civil Rights Movement » ne découle pas d'un principe politique mais plutôt de la stratégie du mouvement qui sur une période visait à convaincre le gouvernement américain d'intervenir. Quand l'analyse a été faite qu'il n'y avait plus rien à attendre du gouvernement, les tactiques ont également évolué. Ainsi, à partir de 1965 on peut voir par exemple les leaders d'une des organisations majeures du mouvement, le « Student Nonviolent Coordinating Committee », parler de résistance armée [2].

En Inde, Gandhi a incarné le mouvement de libération nationale, ce qui ne signifie pas que l'ensemble des composantes de ce mouvement suivaient sa direction politique. En réalité, ce fut un mouvement dont la plupart des participant·es

Place Tharir au Caire, lors de la révolution égyptienne en 2011.

étaient tout à fait prêt·es à utiliser la violence quand ça leur semblait nécessaire. Et c'est bien une combinaison de grèves de masse, de rébellions paysannes, d'attaques armées contre des postes de police et de sabotages qui va faire plier les Britanniques. Gandhi bloqué dans une approche purement moraliste de la violence en condamnera systématiquement tout usage alors même qu'elle est au cœur des pratiques du mouvement de masse de libération nationale et au cœur de certains des coups qui auront fait le plus mal aux Britanniques, comme lors de la mutinerie des soldats de la marine nationale de 1946, qui accélèrera la route vers l'indépendance.

> *Il est impossible de se confronter à la classe dirigeante (…) sans se confronter à la violence, sans s'organiser pour y faire face, sans anticiper et préparer son éventuel emploi et (…) sans poser la question de son exercice*

Pas de raccourci

En réalité, il est impossible de se confronter à la classe dirigeante, encore moins de contester son hégémonie, sans se confronter à la violence, sans s'organiser pour y faire face, sans anticiper et préparer son éventuel emploi et en dernier recours sans poser la question de son exercice. Cela ne signifie pas que la violence ou la lutte armée est le meilleur moyen d'avancer en tout point du développement du mouvement ou du processus révolutionnaire, mais il serait catastrophique de penser qu'il ne faudra pas l'utiliser.

Le point à partir duquel tout mouvement confronté à la question de l'usage de la violence devra se forger, c'est de ne jamais la considérer comme un raccourci à l'émancipation qui ne pourra être l'œuvre que des travailleuses et travailleurs elles-mêmes et eux-mêmes, qu'importent les conditions. Il faut donc que la lutte armée, forme organisée de violence qu'il faudra exercer, participe à cette émancipation sans s'y substituer.

Et même si la situation exige que les questions d'organisation de la violence se posent pour des questions défensives, s'il faut se préparer face à une attaque de fascistes contre un piquet de grève, une occupation ou une manifestation, il faudra privilégier par tous les moyens possibles les tactiques qui répondent aux exigences de la situation tout en forgeant et renforçant l'ensemble du mouvement dans ses capacités de riposte pour la suite.

Quant à affirmer que la révolution sera violente, l'histoire le démontre et cela ne signifie absolument pas qu'elle s'exerce uniquement sur le champ de la confrontation armée. Ce serait affronter un État à l'endroit où il est le plus fort sans l'avoir préalablement affaibli. Il faudra qu'un ensemble d'actions et de facteurs viennent empêcher l'État d'exercer alors toute sa puissance de feu : un mouvement de masse, des grèves de transports, de communication, des sabotages, des mutineries, etc.

Posé à l'échelle d'une révolution, l'ampleur des événements semble rendre presque impossible d'en tirer la moindre conclusion pratique pour aujourd'hui. Il faut bien entendu prendre en compte les différences fondamentales qu'impliquent les écarts d'échelle entre la question d'une confrontation révolutionnaire et la situation actuelle en France, mais il y a des enseignements à tirer dans cette conclusion. Le premier est qu'il nous faut combattre dès aujourd'hui les tendances qui s'expriment soit dans le sens d'une condamnation systématique de la violence soit qui feront de l'exercice de la violence le moteur de l'émancipation au lieu de la mise en mouvement de la classe ouvrière.

Ni tabou ni romantisme

Tabou ou romantisme sont deux pièges qui se retrouvent à tous les stades de développement de la lutte des classes dès lors qu'il s'agit de violence organisée[3]. Tou·tes celles et ceux qui se sont impliqué·es dans des mouvements de lutte pour l'émancipation, dans des révolutions, s'y sont confronté·es.

Ne pas dépasser le stade du tabou, c'est prendre le risque de laisser une minorité s'emparer de la question de la violence ou de la lutte armée qui deviennent et surtout se limitent alors à une affaire de professionnel·les, d'expert·es qui n'envisagent cette élaboration qu'en se séparant de la classe pour se préparer et agir. Car il y a une dimension hautement technique et pratique dans la lutte armée, dans l'exercice d'une violence organisée : une préparation, du matériel, des entraînements, un savoir-faire, etc. Toute forme de tabou vis-à-vis de la lutte armée aura pour conséquence de laisser à une minorité le soin de se poser toutes ces questions pourtant si importantes quand il s'agira de porter le coup final ou de se défendre.

Ne pas dépasser le stade du tabou, c'est prendre le risque de laisser une minorité s'emparer de la question de la violence

Et le romantisme attribuera à la lutte armée une auréole mythique dont l'expression la plus extrême est de l'envisager comme la seule pratique révolutionnaire digne de ce nom. Cette tendance trouve ses reflets dans la fétichisation de la radicalité qui va faire qu'une action serait par essence plus efficace qu'une autre, plus à même de faire progresser la classe par son seul aspect subversif. Ce travers combine une sous-estimation des forces de l'État et du capital, même en temps de crise, ainsi qu'un refus de faire de la mise en mouvement de la majorité le point de départ de l'implication dans le mouvement.

Si cette approche sans tabou ni romantisme ne permet pas de résoudre les questions pratiques auxquelles tout mouvement confronté à la question de la violence devra se poser, elle permet de rappeler que le succès du mouvement ne réside pas dans la violence organisée elle-même. La clef réside dans la justesse de la politique que la direction du mouvement prendra et cette justesse ne se jaugera qu'à la réponse qu'elle apporte aux conditions du temps et du lieu[4]. La violence organisée ne sera qu'une partie de cette juste politique et il ne suffira pas de prendre à bras le corps la question de la violence pour être sur la bonne route, en revanche ce sera nécessaire.

Une question brulante

Le caractère offensif ou défensif d'une lutte armée est suffisamment déterminant pour avoir des implications pratiques et théoriques totalement différentes selon qu'on soit concerné·e par l'un ou plutôt par l'autre, mais pas assez pour que les expériences qui en sont faites soient de natures totalement distinctes. Autrement dit, confrontée à la fois à un État répressif et à la montée du danger fasciste, à une police violente et des groupuscules fascistes, aux violences racistes, notre classe se pose déjà la question de la lutte armée et de la violence organisée, à une échelle embryonnaire, mais la question est là et des expériences sont menées.

La défense de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes

On a vu de véritables opérations militaires à la ZAD lors des expulsions : brouillage des communications, surveillance technologique, opérations de déstabilisation, assauts de brigades de gendarmerie équipées de blindés, d'hélicoptères, de drones et utilisation d'armes désormais trop bien connues de celles et ceux qui manifestent ces dernières années, flashball, tireurs de grenades, matraques, boucliers, etc. Pour cela, des dizaines de milliers de personnes ont participé à organiser cette défense, à repousser les assauts, à contourner les pièges, à surprendre l'adversaire. Se confronter à ces questions, c'est faire l'expérience de la lutte armée, peu importe la réponse qu'on y apporte. Mais les réponses qu'on y apporte sont de riches enseignements.

Les révoltes après la mort de Nahel

Pendant plusieurs jours, des milliers de jeunes vont répondre au meurtre raciste de Nahel par la révolte. Il n'est pas nécessaire d'étudier en détail les moyens utilisés pour rattacher cette expérience à celle de la lutte armée, il suffit pour cela de regarder la nature et le nombre des cibles. Des centaines de commissariats et gendarmeries attaqués, des centaines de bâtiments officiels ciblés, parce qu'identifiés à l'État. Considérer que ces révoltes avaient un caractère de lutte armée ne signifie pas que la seule manière d'y prendre part était sur le terrain de la lutte armée. Il fallait afficher une solidarité concrète et celle-ci aurait pu se construire par la grève ou en tout cas par l'action de militant·es afin de construire la grève. La tâche semble insurmontable tant la gauche en général a condamné ces révoltes, tant il pouvait sembler impossible d'argumenter seulement pour arracher un soutien affiché, ça n'en reste pas moins ce qu'il nous faut construire. Et, sans que cela suffise à en faire la juste politique, il est important de noter que c'était également la demande formulée par la famille de Nahel.

Contre les fascistes

Le danger fasciste augmente, non seulement les groupuscules fascistes passent de plus en plus ouvertement à la violence, mais les partis fascistes (RN, Reconquête) dont l'audience électorale ne cesse d'augmenter font de plus en plus ouvertement appel à la mise en mouvement sur le terrain. Les fascistes attaquent déjà des cortèges de manifestations, des quartiers, des locaux, des évènements, des piquets de grève, des occupations. Tant qu'on ne leur opposera pas une riposte antifasciste à la hauteur de la menace et de l'urgence, ce danger et ses attaques augmenteront. Cette réponse à la hauteur doit bien entendu inclure la violence des fascistes dans les moyens dont elle se dote. Mais cette question, parce qu'il nous faut le faire sans tabou ni romantisme, doit concerner bien plus que quelques groupes spécialisés car c'est l'ensemble de notre classe qui doit la résoudre. Poser à une échelle la plus large possible la question de la violence des fascistes, du militant de terrain à Marine Le Pen, c'est évidemment s'organiser pour se défendre physiquement, mais c'est également et en première instance poser la question de la vraie nature des fascistes, de ce qui la distingue de la bourgeoisie.

MATHIEU PASTOR (PARIS 20E)

1 – https://socialistworker.co.uk/news/king-gandhi-and-non-violent-protest/

2 – https://www.marxists.org/archive/harman/2001/06/violence.htm

3 – https://www.marxists.org/archive/lukacs/works/history/ch06.htm

4 – https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf34.htm

FAUT-IL UN PARTI POUR FAIRE LA RÉVOLUTION ?

Dans les milieux militants radicaux — chez les personnes convaincues de la nécessité de faire table rase et qui se mettent régulièrement en jeu afin d'y parvenir — la question de l'organisation révolutionnaire ne séduit pas toujours. Pire : le terme « parti » gêne, déplaît, répugne parfois.

Cette méfiance, si elle participe souvent d'une déconsidération générale des thèses marxistes, est aussi historiquement fondée et actuellement justifiable. Déni du caractère politique d'assemblées de lutte, prises de pouvoir au sein d'elles, opportunisme, ouvriérisme, autoritarisme, beaucoup de blabla, peu de pratique : lorsqu'on milite sincèrement pour le camp progressiste, on n'approuve pas forcément les pratiques dégueulasses qui furent et qui sont celles de nombreux partis staliniens et trotskistes. Ces expériences malheureuses au contact de l'avant-garde autoproclamée sont réelles mais se traduisent par un rejet général de tout parti.

> *"La révolution ne s'organise pas !", clament les spontanéistes, "Il suffit d'une étincelle !" renchérissent les insurrectos*

Cette défiance est doublée d'une théorie critique : à en croire certain·es, le parti serait presque de nature contre-révolutionnaire. Ainsi, l'organisation serait vouée à la dégénérescence bureaucratique : et voici qu'on perd les anti-autoritaires. *« La révolution ne s'organise pas ! »*, clament les spontanéistes, *« Il suffit d'une étincelle ! »* renchérissent les insurrectos. En fait, l'organisation séparée des révolutionnaires mènerait inévitablement au substitutisme : lors de l'insurrection, elle ne saurait s'accrocher au mouvement spontané des masses et finirait par s'y substituer, et imposer sa vision des choses.

Enfin, pour certain·es anarchistes pur·es et dur·es, le parti révolutionnaire, aussi massif soit-il, serait la préfiguration d'un futur État et doit donc être combattu au même titre que les partis de gouvernements bourgeois.

Apparaît pourtant une contradiction. Si, pour résumer grossièrement, l'organisation des révolutionnaires — un cadre spécifique permettant de se réunir, s'écouter, débattre et définir une stratégie collective pour gagner — ne peut mener à la révolution, alors… pourquoi s'organiser tout court ? Car tou·tes les révolutionnaires sont organisé·es quelque part : travailleur·euses syndiqué·es, autonomes ou groupes affinitaires intervenant en cadres plus larges…

Lorsqu'il est question de construire un rapport de force face à l'État afin d'obtenir le retrait d'une loi, on s'organise massivement, on espère bien gagner et ça ne dérange personne. Lorsqu'on milite dans une assemblée locale, on est 30 à tout casser et, si on se pose la question de la représentativité, elle ne nous retranche pas dans l'inaction pour autant. Mais lorsqu'une organisation est assez ambitieuse pour se poser concrètement la question de la révolution, elle serait à fuir au risque de perdre sa pureté militante ?

Ce « deux poids deux mesures » défaitiste n'est pas satisfaisant. Donc cet article se veut une contribution à la question de l'organisation des révolutionnaires pour la révolution. Nous croyons que cette question est légitime, parce que notre objectif — changer le monde — est ambitieux et qu'il mérite qu'on tourne le problème dans tous les sens pour y arriver. Par le passé déjà, de nombreux·ses camarades révolutionnaires, qu'iels soient marxistes ou anarchistes, ont tenté de s'organiser collectivement pour le réaliser. Et aujourd'hui, à l'heure de la radicalisation de la classe dirigeante, alors que la trajectoire du capital nous mène tout droit à la guerre impérialiste, au fascisme et à la catastrophe climatique, la révolution, ça urge.

Quelle révolution ?

La manière de s'organiser dépend de l'objectif. Qu'entendons-nous par révolution ? C'est d'abord une question de pouvoir. Aujourd'hui, il est dans les mains de la classe dirigeante qui en fait un peu n'importe quoi. Nous voulons reprendre ce pouvoir ? Posons-nous la question : mais d'où le tirent-ils ? Chaussons nos lunettes marxistes.

La réalisation du socialisme par une minorité est inconditionnellement exclue

Le socle de la grille d'analyse marxiste des sociétés c'est le matérialisme. C'est la théorie que *« la production d'abord, et ensuite l'échange des produits, forment la base de tout ordre social. Ces deux facteurs déterminent, dans toute société donnée, la distribution des richesses, et par conséquent la formation et la hiérarchie des classes qui la composent. […] L'ordre social actuel est la création de la classe actuellement dirigeante, la bourgeoisie »* [1].

Le mode de production qui détermine notre ordre social, c'est le capitalisme : la propriété privée des moyens de production, qui permet au propriétaire d'en tirer du profit. Sauf que, le profit, ça ne s'invente pas, et un moyen de production, ça ne produit pas tout seul. C'est là qu'intervient la classe antagoniste de la bourgeoisie : le prolétariat. Le prolétariat, c'est la classe qui ne possède rien, la classe de celleux qui n'ont d'autre choix pour subvenir à leurs besoins que de travailler, c'est en fait l'imposante majorité de la population.

Mais le salaire que le prolétariat obtient contre sa force de travail est forcément en deçà de la valeur réelle du travail global fourni, car sinon, d'où la bourgeoisie tirerait-elle son profit ? Il y a rapport d'exploit·e à exploiteur·se. Or la classe dirigeante est largement minoritaire. Il lui faut donc se doter d'une organisation incroyablement forte pour mater la classe exploitée : l'État, sa loi, sa flicaille, ses prisons.

La hiérarchie sociale ne s'arrête cependant pas aux rapports de classes, et la nôtre est loin d'être uniforme. Le patriarcat, le racisme l'impactent, la divisent et elle en sort traversée par de profonds rapports de domination et d'oppression. L'analyse matérialiste s'applique aussi à ces rapports de pouvoir : *« la subordination sociale est un produit de l'histoire qui s'enracine dans une organisation spécifique du travail »* [2].

Le capitalisme a ainsi subsumé le patriarcat millénaire en une division genrée entre travail productif et reproductif. Quant au racisme contemporain, il s'est développé en tant que justification de l'esclavage et de la colonisation, pivots du processus d'accumulation primitive.

Il a été développé, à partir de cette analyse matérialiste, une seconde théorie : la lutte des classes serait le moteur de l'histoire.

Dans toute société, il y a eu des classes antagonistes selon leur rapport aux modes de production. Parfois, les contradictions internes de ces modes de production débouchent sur des crises économiques qui se muent ensuite en crise politique. C'est l'occasion pour une nouvelle classe d'affirmer sa domination, d'organiser la société à son image : c'est une révolution. Aujourd'hui, les crises économiques sont fréquentes : elles sont le fruit de contradictions fondamentales du système, telle la baisse tendancielle du taux de profit [3].

Ces crises économiques se muent aussi en crises politiques, ce sont les attaques des États sur nos acquis sociaux et les guerres impérialistes. Et nos résistances : la colère face à la destruction forcée de notre environnement au profit de quelques-uns, des syndicalistes qui stoppent leur production pour empêcher leurs patrons d'envoyer des armes à Israël, les mobilisations et les grèves des sans-papiers contre leur exploitation sans limite.

Aujourd'hui, la révolution consiste pour la classe des travailleur·euses à surfer sur une crise économico-politique, prendre le pouvoir et organiser la société à son image. Par la révolution donc, c'est l'imposante majorité de la population qui organisera la société selon ses intérêts fondamentaux : socialisation, partage de toutes les ressources, participation à la vie sociale de chacun·e selon ses moyens à chacun·e selon ses besoins, décroissance. À l'ère du capitalisme, la révolution sera le processus de suppression de toute division sociale selon l'organisation du travail. À l'ère du capitalisme patriarcal et raciste, la révolution se devra d'être féministe et antiraciste. Enfin, une machine de répression surdimensionnée sera inutile à l'imposante majorité de la population : l'État sera détruit et nous connaîtrons enfin la richesse de la vraie démocratie.

Notre classe, révolutionnaire ?

Voici ce que nous retiendrons de ce détour théorique : la révolution n'est pas une vue de l'esprit, elle est un aboutissement réaliste du processus de lutte des classes. Elle doit mener à la démocratie véritable, que nous traduirons grossièrement par une autogestion de la société.

Mais une telle situation, ça ne se décrète pas, ça se construit. Ainsi, *« la réalisation du socialisme par une minorité est inconditionnellement exclue puisque l'idée du socialisme exclut justement la domination d'une minorité »*, donc *« l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-même »* [4].

Si l'action est évidemment nécessaire, elle ne peut venir d'un « sauveur suprême », individu ou parti. Il s'agira, pour l'ensemble de la classe, de repérer la vague de la crise, de savoir la prendre et

surtout, de savoir garder l'équilibre sur la planche jusqu'à la plage. Difficile à imaginer lorsqu'on sait aussi que *« les idées de la classe dominante sont les idées dominantes »* [5].

La classe qui domine la société est en effet la mieux placée pour diffuser ses idées. L'école comme institution d'État, les médias, sont autant de moyens pour la bourgeoisie d'imposer sa manière de voir les choses. Cette domination idéologique est appuyée par une vaste opération de propagande, conscientisée ou non. On a besoin des riches, la police nous protège, il y a une nature masculine et une nature féminine, les immigré·es sont des fainéant·es, les gens pensent qu'à leur gueule, la hiérarchie c'est normal, y'a des gens plus intelligents que d'autres… sont autant de conneries qu'on nous répète tous les jours. Mais ne voir là qu'une bataille des idées, et en conclure que notre tâche serait simplement de mieux diffuser les nôtres, serait improductif.

Pour Gramsci, tout individu est philosophe dans le sens qu'iel a sa propre conception du monde

Il faut revenir à la conception matérialiste qui dit aussi que c'est la réalité qui nous entoure qui détermine nos idées. Au-delà d'une « opération de propagande », nos idées sont le reflet dans notre cerveau de notre environnement, autrement dit du monde capitaliste. On ne peut aujourd'hui survivre sans salaire et donc sans patron. La division genrée du travail et le couple hétérosexuel sont la norme. L'essentialisme est une explication crédible. La gestion de la société est réellement bureaucratique, c'est même une des caractéristiques premières de l'appareil d'État qui permet à la bourgeoisie d'en garder le monopole. L'autogestion paraît à raison inimaginable. L'espace public est totalement marchandisé, la plupart des banlieues sont des cités-dortoirs, la vie et la solidarité de quartier ne sont matériellement presque plus de ce monde.

Notre but n'est pas de démoraliser les lecteur·ices. Seulement de pointer que le socialisme révolutionnaire ne peut gagner spontanément l'ensemble de notre classe tant que ses conditions d'existence seront le système capitaliste. *« Les travailleurs ne sont pas des automates sans idées. S'ils ne sont pas convaincus par les idées socialistes, ils acceptent l'idéologie bourgeoise de la société actuelle. Ils l'acceptent d'autant plus que les idées dominantes imprègnent et reflètent tous les aspects de la vie quotidienne et sont répercutées par les médias. »* [6].

Mais ce qui rend la révolution possible à l'heure de l'hégémonie culturelle bourgeoise, c'est que l'action, la mise en mouvement, transforme les idées. Par la lutte, l'individualisme se mue en solidarité, le défaitisme en ambition, la passivité en dynamisme, la neutralité politique en intervention intéressée. *« Nous devons nous rappeler l'énorme action éducatrice de la révolution, pendant laquelle de grandioses événements historiques tirent les petites gens de leurs retraites obscures […] et les contraignent à devenir des citoyens »* [7].

Cette magie de la mise en mouvement aura sans doute été constatée par la plupart des activistes qui nous lisent. L'étude de la pensée de Gramsci peut l'expliquer. Pour Gramsci, tout individu est philosophe dans le sens qu'iel a sa propre conception du monde, un ensemble plus ou moins cohérent de pensées qui servent à interpréter la réalité. On tire cette conception de son expérience pratique mais c'est aussi une construction sociale.

Quelle est l'expérience pratique des prolétaires ? Pour la plupart d'entre elleux, c'est déjà celle d'agir socialement : assurer les conditions de la reproduction de la société. C'est aussi celle de transformer la réalité et donc d'être ancré·e dans celle-ci. Cette expérience pratique étant commune à tout un groupe social (la classe, le prolétariat), sa traduction en conception du monde devrait logiquement être un embryon de la conscience de classe. Mais comme l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante, les prolétaires disposent d'une « double conscience », que Gramsci va jusqu'à appeler « conscience contradictoire ».

Une de ces consciences est *« contenue implicitement dans [leurs] actions et [les] unissent*

réellement à tout.es [leurs] collaborateur.ices dans la transformation de la réalité ». C'est ce que Gramsci appelle le *« bon sens »*. La seconde est « *superficiellement explicite ou verbale, héritée du passé et accueillie sans critique »* [8]. C'est ce qu'il appelle le « sens commun ».

Maintenant, voici l'expérience pratique d'une mise en mouvement : se lier par l'action avec d'autres individus sur une base de classe. Agir, transformer son environnement et donc changer son rapport au monde : voyager d'un monde étranger, aux lois duquel nous étions voués à la subordination totale, vers un monde connu, dont nous sommes partie prenante. Cela renforce profondément la première conscience au détriment de la seconde.

Le mouvement collectif est la condition dans laquelle la classe peut affirmer son autonomie

Le mouvement se traduit dans l'esprit par une bataille entre nos deux consciences, un moment où l'acceptation d'une conception du monde qui nous soit propre est envisageable. Le mouvement collectif est la condition dans laquelle la classe peut affirmer son autonomie et rejeter l'idéologie dominante.

Malheureusement, la force du mouvement est qualitativement limitée. Nous l'avons vu ces dernières années.

Premièrement, l'action qui transforme le monde puis les idées, ne peut être globalisante, elle est forcément partielle. Lors d'une lutte contre l'expulsion d'un logement, on n'agit que sur un aspect partiel du système et on se lie par l'action à une partie seulement de la classe. Cela signifie qu'il est impossible, de tirer de sa seule expérience de la lutte une conception du monde qui serait universelle et vraie. Agir partiellement, c'est n'être que partiellement en capacité de produire une conception du monde qui prenne le dessus sur l'idéologie dominante.

Deuxièmement, le camp bourgeois, souvent appuyé par le camp réformiste, ne reste jamais les bras croisés lorsqu'on tente de le détrôner. Lorsqu'il lance son offensive idéologique, elle pénètre encore facilement la classe et il reste facile de la diviser. Voyons par exemple la diabolisation des « casseurs ».

Troisièmement, si les idées sont déterminées par les conditions extérieures, une fois le mouvement fini, réprimé, *« l'instinct révolutionnaire des ouvriers, qui [s'est déchargé] en de vastes actions de masses spontanées, se trouve incapable de maintenir la conscience de classe au niveau atteint à travers l'action spontanée, et de la garder en tant qu'acquis durable pour toute la classe ouvrière »*. [9]

Nous n'avons pas la prétention d'affirmer qu'en aucun cas un mouvement spontané ne pourrait devenir révolutionnaire. En tant que révolutionnaires, nous sommes simplement frustré·es de ne jamais l'avoir constaté. Si nous étudions les logiques internes de notre classe et de son mouvement, c'est bien pour chercher les causes de leurs faiblesses et tenter d'y remédier. L'idéologie dominante, le pouvoir émancipateur du mouvement, ses limites… Pour résoudre ces contradictions, nous pensons que l'organisation autonome des révolutionnaires, que nous appelons le parti, est une solution (un moyen et non but en soi) qui n'est pas incompatible avec notre conception d'une révolution faite par la majorité et pour la majorité, et dont les dangers ne sont pas insurmontables. Nous vous invitons à découvrir notre argumentation dans la partie 3 de cet article, disponible sur notre site autonomiedeclasse.org.

ÉMIL SUFIANT (PARIS 20e)

1 – Engels, *le Socialisme scientifique*.

2 – Federici, *le Capitalisme patriarcal*.

3 – Lire à ce sujet l'article d'AH, « De quoi la crise est-elle le nom ? » sur notre site.

4 – Luxemburg, *La Révolution russe et Marx*, Statuts de l'AIT.

5 – Marx, *L'idéologie allemande*.

6 – Harman, *Parti et Classe*.

7 –Lénine, *L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire*.

8 –Gramsci, *Cahier de prison n°11*. Voir le travail de vulgarisation de Gramsci par Sarah Benichou dans la revue *Que Faire ?* (quefaire.lautre.net)

9 – Lukacs, *le Parti dirigeant du prolétariat*.

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :
– des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
– la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18e et le 20e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous parait primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment –aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu·es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.
La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.
Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS *LES CAHIERS D'A2C* : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant·es révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministes, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendables par celleux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous apparait, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.

L'AGENDA D'A2C

3e WEEKEND D'A2C RENNES
6-7 AVRIL 2024

L'antenne de Rennes du groupe Autonomie de classe vous invite au troisième weekend local !

LIEU : CŒURS RÉSISTANTS, 4, RUE DU FAUX-PONT, MÉTRO CHARLES-DE-GAULLE

Programme du weekend

Samedi 6 avril

9H - Accueil et petit-déjeuner

10H - Situation politique : pourquoi et comment renforcer la lutte contre le racisme et le fascisme ?

12H - Repas collectif

14H30 - L'OTAN : bras armé de l'impérialisme occidental ?

Dimanche 7 avril

9H - Accueil et petit-déjeuner

10H - Quelle place pour le syndicalisme aujourd'hui en tant que révolutionnaire ?

12H - Repas collectif

14H30 - Peut-on se débarrasser du pouvoir dans nos organisations politiques ?

45e WEEKEND NATIONAL A2C
18-19 MAI 2024

À Paris Lieu à préciser

LES RENDEZ-VOUS D'A2C MARSEILLE

Samedi 13 avril, présentation publique *des Cahiers d'A2C* #12

17-19H - LIEU À PRÉCISER.

Contact : 06 84 02 49 45

SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION :

CONTACTEZ-NOUS !

A2C@RISEUP.NET

A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

A2C.AUTONOMIEDECLASSE

AUTONOMIEDECLASSE.ORG

12

MARS 2024

NÉCESSAIRE, POSSIBLE, MAIS PAS AUTOMATIQUE… L'AUTONOMIE DE CLASSE EST UN COMBAT !
SOLEN (RENNES), PAGES 2-3

GRÈVE FÉMINISTE : UN CAP EST FRANCHI ! ET MAINTENANT ?
DANI. (TOULOUSE), MARION (MARSEILLE) ET SOLEN (RENNES), PAGES 4-5

RÉCIT D'UNE AGRESSION SEXUELLE, COMMENT CRÉER UNE RESPONSABILISATION COLLECTIVE AUTOUR DU CONSENTEMENT ?
LE GROUPE DE TRAVAIL CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES D'A2C, PAGES 6-9

LUTTE DANS L'ÉDUCATION
NICOLAS (PARIS 20e), PAGES 10-13

POURQUOI LA CLASSE OUVRIÈRE ISRAÉLIENNE N'A PAS INTÉRÊT À LA FIN DE L'APARTHEID
VANINA GIUDICELLI (PARIS 20e), PAGES 14-16

GAZA ME SEH
THOMAS (BOBIGNY), PAGES 17-18

LOI DARMANIN : ANATOMIE D'UNE DÉFAITE
COORDONNÉ PAR GAËL BRAIBANT (MONTREUIL), PAGES 19-22

UNE APPROCHE SANS TABOU NI ROMANTISME DE LA LUTTE ARMÉE
MATHIEU PASTOR (PARIS 20e), PAGES 23-25

FAUT-IL UN PARTI POUR FAIRE LA RÉVOLUTION ?
ÉMIL SUFIANT (PARIS 20e), PAGES 26-29

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?
A2C, PAGE 30

A2C VOUS DONNE RENDEZ-VOUS
A2C, PAGE 31

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS A2C@RISEUP.NET A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE A2C.AUTONOMIEDECLASSE